

© Marino Trotta | Ville de Lausanne

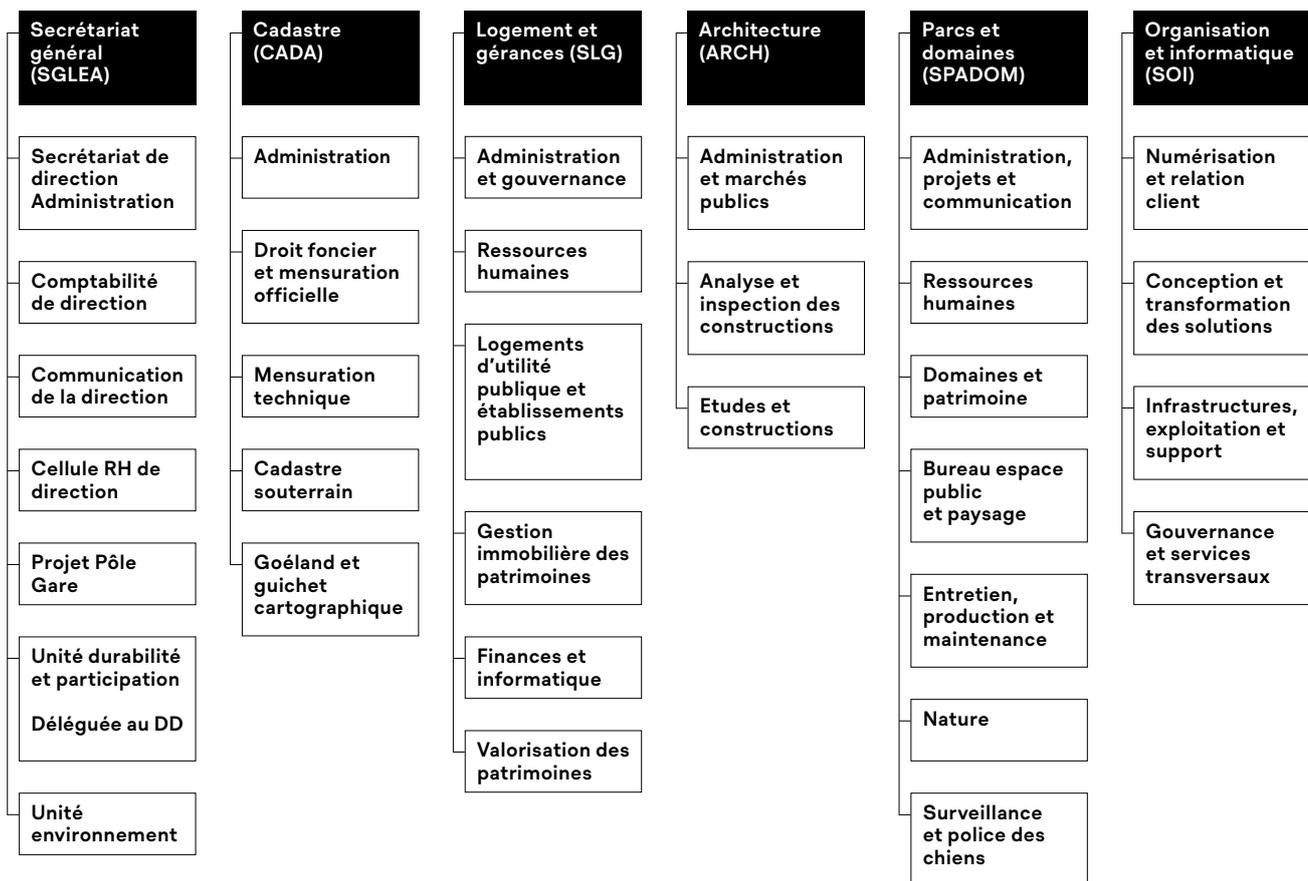


# Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture



# Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture (LEA)

## Directrice



L'année 2020 et son contexte sanitaire sans précédent ont bien entendu fortement marqué la Direction LEA. Toutefois, au-delà des contraintes et restrictions que le Covid-19 a imposé à tous les services, le plan de continuité mis en place a permis d'une part de maintenir les prestations essentielles à la population et d'autre part d'assurer la mise en œuvre et le développement de la politique de la direction. Dans ce contexte complexe et exceptionnel, le Service d'organisation et d'informatique a su se montrer à la hauteur de la situation et, en quelques semaines, mettre en place et augmenter la capacité de la plateforme de télétravail et ainsi que l'accompagnement nécessaire, pour permettre aux collaborateur-trice-s de travailler à distance.

Du côté des forêts du Jorat, la réalisation du Parc naturel périurbain s'est conclue fin 2020 avec l'adoption de la charte du parc, la création de l'association Jorat parc naturel regroupant plusieurs communes qui géreront le parc dès 2021 ainsi que son intégration dans le Plan directeur cantonal. Cette mise en place d'une réserve forestière naturelle permettra de favoriser la biodiversité, développer la filière bois, valoriser les produits du terroir et tendre à être désigné comme parc d'importance nationale.

L'extension du collège de Béthusy ayant reçu l'aval du Conseil communal en 2019, les travaux d'agrandissement suivent leur cours depuis février 2020, en adéquation avec le concept de durabilité présenté dans le rapport-préavis. Pour rappel, le nouveau bâtiment bénéficiera d'une structure majoritairement en bois issu des forêts lausannoises pour répondre à la Stratégie municipale pour le patrimoine arboré et forestier lausannois et à l'axe de valorisation du bois du parc naturel du Jorat. De plus, afin d'obtenir une reconnaissance d'origine officielle pour cet engagement, il a été décidé de répondre aux exigences des constructions certifiées bois d'origine suisse (COBS) en utilisant au minimum 80% de bois origine suisse et en le transformant au minimum à hauteur de 60% sur le territoire suisse.

Avec le crédit d'investissement de CHF 22'400'000.- voté au Conseil communal en mars 2020, plusieurs étapes majeures ont pu être franchies pour la réalisation de l'interface multimodale, pièce essentielle dans le projet d'agrandissement de la place de la Gare, zone particulière au sens du Plan directeur communal. Diverses études notamment sur l'intégration de la rampe PMR (pour les personnes à mobilité réduite) dans le bâtiment Plaza-Colombo, sur la mobilité et le stationnement ont été menées et permettent une définition de plus en plus précise des futurs contours de la place de la Gare. Il va sans dire que ces travaux requièrent une coordination étroite entre tous les services et les projets concomitants.

Au rang des concepts innovants, le projet Vieillir chez soi soumis conjointement au printemps 2020 par le Service du logement et des gérances (SLG) et Pro Senectute à l'Office fédéral du logement a été retenu par ce dernier et prévoit à l'horizon 2022 des appartements adaptés aux besoins des personnes âgées dans le quartier Sous-Gare. Ce sont surtout l'articulation entre réflexion architecturale et cohésion sociale ainsi que la volonté de développer des logements pour et avec les aînés qui ont déterminé le choix de l'Office fédéral du logement.

En août 2019, la Municipalité notifiait à la société propriétaire des parcelles sises à la place Bel-Air 4, rue Mauborget 5, 7 et 9 sa décision de retirer les permis de construire, signifiant ainsi des manquements graves et des travaux dont l'exécution ne respectait pas les délais usuels. Contrariée par cette décision, la société propriétaire a fait recours jusqu'au Tribunal fédéral. Ce dernier, en rejetant le recours en août 2020 à la grande satisfaction de la Municipalité, offre un marqueur fort qui aura valeur d'exemple pour l'avenir et conforte la Municipalité dans sa volonté de faire appliquer la loi sur l'aménagement du territoire et de s'assurer du respect des permis de construire.

L'année 2020, c'est aussi la rénovation-transformation de l'Auberge de Sauvabelin qui est proposée avec une mise en valeur du corps principal du chalet d'origine et extension par un rapport-préavis d'intention au Conseil communal qui l'a adopté mi-décembre 2020. Compte tenu de l'intérêt et de l'attachement portés

par la population au site de Sauvabelin, elle sera appelée à s'exprimer au cours d'un processus participatif. L'Auberge devra également être en adéquation avec les principes d'une approche durable.

La mise en place d'un Observatoire de l'environnement a franchi une étape importante en présentant un rapport-préavis pour spécifier sa démarche durant une phase pilote de deux ans. Celle-ci consistera à mettre en place un réseau de micro-capteurs afin de mesurer de manière plus fine les variations en termes de bruit, température et polluants de l'air. Ces trois premiers indicateurs représentent les principales nuisances urbaines et ont un impact sur la santé. L'objectif étant qu'en fonction des données récoltées, et en collaboration avec le Canton, les autres services et les partenaires scientifiques, une série de mesures puissent être proposées afin d'améliorer le bien-être des habitant-e-s de la ville.

Cette première phase pilote permettra d'orienter, par la suite, la mise en place, de l'Observatoire de l'environnement, de suivre l'évolution de la Commune par des indicateurs objectifs et pluridisciplinaires et ainsi répondre à une demande effective de la population et à des objectifs politiques.

Le besoin de connaître plus finement la situation locale est réel et répond à une demande sociale. A terme, cet Observatoire de l'environnement devra permettre de faire le lien avec des politiques publiques en cours et de renseigner des indicateurs clés du développement durable. Conçu comme un centre de compétence capable de travailler de manière transversale sur les questions environnementales avec les divers services de l'administration, la récolte et l'analyse des données de nuisances urbaine permettra le développement de politiques publiques sous-tendues par des évidences scientifiques au profit de la population lausannoise. Il se développera également en synergie avec la Ville intelligente et le Plan climat.

Aux Escaliers-du-Marché, la rénovation complète de l'immeuble abritant l'emblématique café Le Barbare et trois logements, a débuté en octobre 2020. Issue des réflexions sur ce projet, une étude a été lancée afin d'identifier les établissements publics où des améliorations pour les personnes à mobilité réduite sont réalisables. Après priorisation, les premières mesures seront rapidement mises en œuvre. Une enveloppe d'environ CHF 200'000.- financera études et réalisations par le biais des crédits-cadres du patrimoine financier du SLG.

Inauguré en novembre, le stade de la Tuilière a tenu ses engagements en termes de compensation écologique. Onze mares ont été aménagées sur le site, plus de 400 arbres et 11'000 arbustes plantés et 50 nichoirs disposés sous les gradins pour attirer les martinets noirs qui seraient de passage. Avec ses prairies fauchées deux fois par an ainsi que divers biotopes, le site présente un équilibre réussi entre une construction minérale et le monde végétal.

Le Service des parcs et domaines a élaboré une nouvelle stratégie pour son patrimoine viticole qui a été adopté en 2020 par la Municipalité. Celle-ci confirme ainsi son attachement à son patrimoine viticole et vise un rééquilibrage des comptes en agissant sur plusieurs axes: un positionnement nouveau, couplé à une commercialisation axée sur le volume, une réorganisation qui sépare les maillons de la chaîne de valeur pour mieux valoriser les diverses compétences, l'œnotourisme comme moyen pour mieux valoriser le patrimoine bâti et finalement une logistique plus efficiente ainsi qu'une optimisation des coûts pour diminuer les charges permettra aux vins de Lausanne de retrouver une viabilité financière sans pour autant compromettre la qualité des diverses gammes de produits.

Enfin, dans le cadre de la politique de logement durable et abordable la SILL S.A. a planifié 232 logements aux Plaines-du-loup. Cette volonté de favoriser des logements abordables et durables se manifeste également dans d'autres projets. L'ensemble urbain des Falaises a d'ailleurs décroché la première place dans les catégories Bâtiment résidentiel locatif et Prix spécial durabilité et écologie du bâtiment, lors de la 9<sup>e</sup> édition du prix Bilan de l'Immobilier. Ces distinctions mettent en lumière les deux axes sur lesquels la SILL S.A. travaille: construire des logements de qualité à des prix abordables et respecter les critères du développement durable.

#### Décisions soumises par la Direction en 2020 et adoptées par la Municipalité

Année	2020
Affaires courantes	160
Adjudications et mandats	209
Permis d'abattage/élagage	327
<b>Total</b>	<b>696</b>

# Secrétariat général (SGLEA)

## Principales missions du service

Le SGLEA est constitué de cinq unités:

- Administration
- Comptabilité de direction
- Projet Pôle Gare
- Unité durabilité et participation, avec la déléguée au développement durable
- Unité environnement

Les prestations du service couvrent un large spectre de tâches dans les domaines de la conduite de la direction, du soutien administratif, de la comptabilité de direction.

De plus, les unités Pôle Gare, Durabilité et participation, ainsi qu'Environnement ayant des prestations complémentaires et largement transversales au sein de la Commune de Lausanne, complètent les prestations du service fortement axées sur la coordination des activités de la Direction LEA. La diversité des missions et activités permet de mettre en place des synergies entre les unités en travaillant transversalement, et d'optimiser de manière constante l'engagement des collaboratrices et collaborateurs ainsi que les processus de travail, tant au sein de la direction que dans le service.

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration SGLEA-C	9.10	8.50	7.40	7.30
Comptabilité Dir. LEA	7.50	7.50	7.50	7.50
Droit foncier et géomatique	22.70	22.05	–	–
Environnement	1.70	1.80	1.70	1.80
Goéland et guichets cartogr.	8.50	8.50	–	–
Plateforme participation	1.00	0.80	–	–
Projet Pôle Gare	2.40	2.10	2.30	2.10
Unité durabilité et participation	2.80	2.80	4.20	2.40
<b>Total service</b>	<b>55.70</b>	<b>54.05</b>	<b>23.10</b>	<b>21.10</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>-32.60</b>

### Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Administration SGLEA-C	10	8.50	9	7.30
Comptabilité Dir. LEA	9	7.50	9	7.50
Droit foncier et géomatique	24	22.05	–	–
Environnement	2	1.80	2	1.80
Goéland et guichets cartogr.	9	8.50	–	–
Plateforme participation	1	0.80	–	–
Projet Pôle Gare	3	2.10	3	2.10
Unité durabilité et participation	3	2.80	3	2.40
<b>Total service</b>	<b>61</b>	<b>54.05</b>	<b>26</b>	<b>21.10</b>

## Apprenti·e·s

	31 décembre 2019	31 décembre 2020
Unité administrative	nb	nb
Droit foncier et géomatique	3	-
<b>Total service</b>	<b>3</b>	<b>0</b>

## Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	2	2
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
<b>Total service</b>	<b>3</b>	<b>2</b>

## Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	-
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>2</b>

## Evènements marquants

L'année 2020 aura été marquée par le départ à la retraite anticipée de M. Yves Deillon, secrétaire général de la direction au 31 mars et de la scission du Secrétariat général et cadastre en deux services dès le 1<sup>er</sup> avril. Le nouveau secrétaire général a pris ses fonctions fin avril et le nouveau chef du Service du cadastre le 1<sup>er</sup> avril.

Dès la mi-mars, début du semi-confinement lié au Covid-19, le SGLEA a assuré la coordination pour la création et la mise en place des plans de continuité de tous les services de la direction, a soutenu le Service d'organisation et d'informatique (SOI) dans la mise en place du télétravail pour les employé·e·s de la Ville. Il a également assuré le lien avec la cellule de l'Etat-major DIAM (Directives d'intervention en cas d'accident majeur), soutenu les services, par la mise en place de nouvelles procédures digitales, de solutions ponctuelles ou transitoires afin que les tâches et les prestations aux habitant·e·s et internes à l'administration puissent être assurées.

Le SGLEA a collaboré à la rédaction du rapport-préavis N° 2020/54 («*Plan climat: base de la politique climatique de la Ville de Lausanne*») et coordonné l'ensemble des services de la direction avec la responsable du Plan climat Ville.

Sous la direction du secrétaire général, une délégation du Service des parcs et domaines (SPADOM) et du SLG a fait le suivi de plusieurs collectifs (La Bourdache, les Crétins des alpes, ALJF, Fireballs, Louve) pour assurer le respect des normes de sécurité, de bon voisinage des locaux qu'ils occupent et pour mettre à jour les conventions signées.

Le SGLEA a également piloté les efforts pour la résolution rapide des problèmes d'amiante au Skate Park de Sévelin en mettant en lien les divers acteurs, l'association la Fièvre, Unisanté, le Secrétariat général EIQ, le SLG et l'Unité environnement afin trouver des solutions pratiques et acceptables pour tout le monde.

En collaboration avec l'Unité environnement, le SGLEA s'est fortement impliqué dans la problématique de la 5G, notamment en réunissant l'information et l'expertise nécessaire afin de répondre, dans la mesure des compétences de la Ville dans ce domaine, aux craintes de la population et à la rédaction d'un rapport-préavis prévu pour 2021.

## Principales activités 2020

### Administration

Les missions de cette unité comprennent le soutien à la conduite de la direction, l'accueil, la réception, la réponse téléphonique, le soutien administratif, d'importants travaux de secrétariat, la prise de notes de séances, certaines prestations logistiques transversales à la directrice ainsi qu'aux collaboratrices et collaborateurs de la Direction (gestion du courrier entrant et sortant, numérisation, organisation et préparation de séances), ainsi que la coordination générale des procédures, des ordres du jour, des activités et des communications (internes et externes) au niveau de la direction. De plus, cette unité traite tous les événements particuliers; ainsi elle est en charge de la coordination administrative interne et externe à la direction. En sus des séances des chef-fe-s de service, l'administration du SGLEA a organisé de nombreuses séances ad hoc liés à la gestion de la crise sanitaire rédigé les procès-verbaux et assuré la diffusion et l'implémentation des décisions prises.

L'objectif constant de cette unité est l'amélioration, l'optimisation et la simplification des procédures administratives.

#### Ressources humaines (RH)

La cellule RH LEA, créée en 2019, se compose d'une responsable RH de la Direction LEA à 90% et d'une responsable RH de service à 60% pour le SGLEA, le Service du cadastre (CADA) et le Service d'architecture (ARCH).

La crise sanitaire, en termes RH, s'est traduite par de nombreux défis à la fois sanitaire, organisationnel et humain. Une mise en œuvre accélérée de nouveaux processus et habitudes de travail tels que le télétravail, partout où cela était possible, et l'utilisation généralisée d'outils digitaux, ont permis d'assurer la continuité des services tout en garantissant la sécurité et la santé des employé-e-s et des usager-e-s.

En dehors de la gestion courante du personnel, la responsable RH de service a contribué notamment aux résultats suivants:

- mise en œuvre de la scission du SGLEA-C en deux services, SGLEA et CADA;
- création de l'Unité durabilité et participation (UDP);
- une dizaine de recrutements pour SGLEA, CADA et ARCH;
- accompagnement et gestion des dossiers RH sensibles.

Dans ses tâches de coordination et de soutien RH de la Direction LEA, en lien direct avec sa directrice, la responsable RH de direction a contribué aux résultats suivants:

- mise en œuvre au sein de la direction des décisions de la Municipalité et de la cellule de crise de l'EM-DIAM dans la gestion de la crise sanitaire pour les aspects RH;
- pilotage et accompagnement de la conseillère municipale pour les recrutements d'un secrétaire général, d'un chef de service CADA et d'une cheffe de service SOI;
- participation active et gestion des ressources humaines du SLG, en collaboration avec le chef de service *ad interim*, suivi du dossier de l'absence longue durée pour maladie de la cheffe de service actuelle et engagement d'un nouveau responsable RH du service dès le 1<sup>er</sup> septembre 2020;
- définition et mise en œuvre d'une nouvelle directive RH LEA sur les déplacements professionnels;
- participation active à différents groupes de travail pilotés par le Service du personnel, notamment en tant que membre du comité de pilotage pour le projet de lutte contre le harcèlement au travail.

### Comptabilité de direction

Les principales tâches en 2020 ont été les suivantes:

- établissement, pour l'ensemble de la direction et en collaboration avec ses services, du budget de fonctionnement, du plan des investissements et du bouclage des comptes;
- passation des écritures et enregistrement des factures dans différents logiciels comptables, ceci dans le respect des règles administratives et de leur évolution;
- établissement des décomptes TVA;
- gestion administrative et comptable du personnel de la direction;
- gestion financière et comptable du Fonds du développement durable (FDD) et du suivi financier dans l'application Goéland.

En 2020, la comptabilité de direction a également:

- amélioré l'outil de pilotage financier des investissements de la direction via de nouveaux indicateurs;
- accru son soutien à la rédaction de la partie financière des préavis et notes à la Municipalité élaborées par les services de la direction;
- participé aux différents ateliers relatifs à la mise en œuvre des logiciels Abalmmo et Abacus;
- pris ses dispositions pour assurer le respect des délais et la qualité des prestations depuis le début de la pandémie;
- participé activement à la mise en place et au respect des règles sanitaires garantant de la santé des collaborateur-trice-s.

## Unité Pôle Gare

L'année 2020 a notamment été consacrée à l'adoption du préavis N° 2019/51 («*Situation du développement des projets dans le périmètre Pôle Gare et le financement de la part communale à l'infrastructure multimodale de la place de la Gare dans le contexte du projet CFF de l'agrandissement de la gare de Lausanne du programme Léman 2030*») par le Conseil communal, à la désignation, suite à un appel d'offres, d'un groupement de mandataires appelé à poursuivre le projet d'aménagement de la place de la Gare, à la rencontre de l'ensemble des opposant-e-s au projet de réaménagement des espaces publics du quartier des Fleurettes suite à sa mise à l'enquête, et à la formalisation de différentes conventions avec les CFF précisant les conditions de la remise en état des espaces publics dans le quartier sous-gare et des Fleurettes impactés par le projet d'agrandissement de la gare de Lausanne.

Le travail avec les CFF a été poursuivi pour s'assurer d'une articulation de qualité entre le domaine public adjacent au projet de la gare notamment de son front sud, pour valider des principes de collaboration, pour mettre sur pieds des actions d'accompagnement des chantiers. Les réflexions avec le Canton concernant les aménagements de Plateforme 10 ont été poursuivies, ainsi que l'appui au développement du plan d'affectation de la Rasude.

La Commission n° 49 du Conseil communal (Pôle Gare – Commission consultative et préavis divers) et la Délégation municipale Pôle Gare se sont réunies chacune trois fois. Le comité de pilotage (COPI) Léman 2030 s'est réuni deux fois et le comité de direction (CODIR) cinq fois. Ceci a été l'occasion de construire une vision globale des différents projets conduits sur le périmètre du Pôle Gare et d'échanger sur l'avancement général et sur le reporting global et financier du projet.

## Unité durabilité et participation (UDP)

L'année 2020 a été marquée par la création de l'Unité durabilité et participation (UDP) afin de renforcer l'action de la Ville en la matière et de permettre de répondre aux enjeux croissants dans ces domaines. Effective depuis juillet 2020, l'UDP porte le positionnement institutionnel en matière de durabilité et de participation au sein de la Ville de Lausanne. Elle composée de 2.4 ept.

### Promotion santé

La Ville de Lausanne souhaite définir une politique publique communale ambitieuse et volontariste en matière de promotion de la santé. Dans ce contexte, la Ville s'est appuyée sur différents cadres de référence, dont le label Commune en santé pour le diagnostic terrain. Le label a été obtenu en octobre 2020, mais la communication y relative a dû être reportée en 2021.

Pour son expertise en matière de santé et de durabilité, la Ville de Lausanne a été invitée à rejoindre le Comité de labellisation de Commune en santé.

### Perturbateurs endocriniens

La Ville de Lausanne a poursuivi son action dans le cadre de son programme de sensibilisation et d'actions visant à limiter la présence des perturbateurs endocriniens dans les centres de vie enfantine (CVE). Plus de 175 guides ont été distribués à des professionnel-le-s du domaine. Trois ateliers de réalisation de produits d'hygiène naturels ont été organisés dans des CVE. En parallèle, des échanges bilatéraux ont eu lieu avec une quinzaine de CVE pour la mise en œuvre concrète du programme. Le travail sur le catalogue d'achat de la Ville s'est poursuivi afin d'intégrer la question des perturbateurs endocriniens.

Le programme a, par ailleurs, fait l'objet du rapport-préavis N° 2020/31 («*Perturbateurs endocriniens: analyse de risques et plan d'actions communales – Réponse au postulat de M. Fabrice Moscheni*»), adopté par la Municipalité doit encore être adopté par le Conseil Communal.

### **Achats durables dans l'administration**

Au vu de l'actualité sanitaire, un focus particulier a été mis cette année sur la sélection de désinfectants de surface et de gels hydroalcooliques, à fournir aux structures de la Ville. La composition prônée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à base d'alcool 70°, est favorisée lorsque les ingrédients sont disponibles.

Au vu de son expertise dans ce domaine, la Ville de Lausanne a été invitée à participer au groupe national d'accompagnement pour la mise en place d'une plateforme nationale sur les achats responsables et y participe activement afin de mutualiser les bonnes pratiques dans ce domaine.

### **Manifestations**

Dans le cadre de la politique de la Ville en matière de manifestations responsables, la promotion des bonnes pratiques et l'accompagnement des manifestations se sont poursuivis par le biais de la plateforme KITmanif et en partenariat avec les manifestations ambassadrices lausannoises. Le rapport-préavis N° 2020/34 («*Manifestations responsables: plan d'actions communales – Réponse au postulat de M<sup>me</sup> Thanh-My Tran-Nhu*»), adopté par la Municipalité, synthétise cette politique.

KITmanif s'est également enrichi d'une nouvelle section sur l'accessibilité universelle. Enfin, les statistiques 2020 démontrent l'intérêt, même en temps de pandémie, pour cette plateforme, puisque la fréquentation a été similaire à celle de 2019.

### **Naturopolis (projet Interreg France-Suisse)**

En 2020, le projet de collaboration et d'échanges entre les villes de Lausanne et d'Annecy (2018-2022) ayant pour but de valoriser des espaces urbains à travers l'art et la culture comptait neuf actions, allant des dégustations musicales dans les domaines viticoles de la Ville organisées en partenariat avec l'Ecole de Jazz et de Musique de Lausanne, aux traditionnelles visites à la ferme, en passant par une visite du marché pour et par les enfants dans le cadre de la semaine du goût.

### **Convivialité et espace public: politique publique des édicules**

Afin de soutenir les édicules impactés par les périodes de fermetures ou les restrictions d'activités, il a notamment été décidé de renoncer à la perception des loyers. La politique des édicules s'est poursuivie en 2020, avec la réaffectation ou le renouvellement d'exploitation de plusieurs édicules:

- l'attribution de l'édicule des Falaises à l'Association des Falaises;
- l'attribution de l'édicule de la Maladière à un collectif de différents horizons professionnels, mais dont l'annonce et l'exploitation culturelle effective ont été reportés pour 2021 en raison de la pandémie;
- le renouvellement de la fresque à l'édicule de Rumine par l'artiste Anaëlle Clot;
- l'appel à projet concernant l'édicule du Bugnon-Calvaire et son attribution à M<sup>me</sup> Sat Mui Chuong et M. Thien Long Nguyen, qui l'exploitent sous l'enseigne de Little Saïgon.

### **Participation citoyenne**

En 2020, la Ville de Lausanne a mené une vingtaine de démarches participatives comme, par exemple le premier forum pour l'écoquartier des Plaines-du-Loup, l'exposition et les débats concernant le réaménagement du secteur Riponne-Tunnel, la création de l'association des Falaises qui gère l'édicule et le potager, la deuxième édition du budget participatif, ou la végétalisation de la rue de la Tour avec le projet lauréat du concours Nature en ville 2018 Commune allée verte.

La coordinatrice participation avec l'appui des membres de la Plateforme de participation, ont notamment:

- renforcé la coordination des démarches participatives et l'accompagnement des services (soutien, conseils, outils, etc.);
- consolidé le pôle de compétences en matière de participation par l'échange de bonnes pratiques, la mise en commun de documents, de méthodes participatives et la mise en place de formations continues;
- développé et mutualiser des outils de façon transversale (inventaire de matériel, Kit Cubes, triporteur ou bureau itinérant pour mobiliser les quartiers, etc.);
- assuré une veille scientifique de la participation et l'implication de la Ville à différents réseaux régionaux, nationaux et internationaux.

## **Déléguée au développement durable**

Le travail de la déléguée se concentre sur les axes prioritaires définis pour la législature, à savoir: la stratégie développement durable 2015–2019, la politique alimentaire, la production et la consommation responsable, l'administration durable, la convivialité et l'espace public, et l'économie responsable et circulaire.

## **Stratégie développement durable Ville 2015-2019**

L'année 2020 a été marquée par:

- la publication de la Revue des résultats de la stratégie développement durable Ville 2015-2019;
- le lancement en mars, sous l'égide de l'association Coord21, du Guide pratique pour un Agenda 2030 dans les communes et les cantons. Les membres de Coord21, soit plus de 60 communes et cantons de Suisse romande, se sont associés pour définir des lignes directrices permettant la déclinaison au niveau local de l'Agenda 2030.

## **Politique alimentaire Ville: restauration collective durable (RCD)**

Les réalisations marquantes dans ce domaine sont les suivantes:

- préavis RCD II – adoption par le Conseil communal du rapport-préavis N° 2019/42 (*«Bilan et perspectives du plan d'action pour une restauration collective municipale avec une haute qualité nutritionnelle, environnementale et sociale (plan RCD)»*);
- Journée nationale de l'alimentation durable – co-création de la commission nationale Alimentation durable en partenariat avec l'Union des villes suisses (UVS) et les villes de Zürich et Bâle. Sous l'égide de l'UVS la première rencontre s'est déroulée avec succès en septembre 2020;
- plan anti-gaspillage alimentaire – dans le cadre de la campagne nationale Save food visant la réduction du gaspillage alimentaire, en partenariat avec GastroLausanne, le Canton et la Coopérative romande de sensibilisation à la gestion des déchets (Cosedec), un plan d'actions pour la restauration et les consommateurs, ainsi que pour le RCD a élaboré. Le premier événement au profit des restaurateurs lausannois a été lancé en septembre 2020. La campagne se poursuivra en 2021.

## **Production et consommation responsables**

- RestoBox Lausanne – Emporter futé – lancement en février 2020 de l'initiative RestoBox Lausanne, en partenariat avec GastroLausanne. L'objectif est de développer de nouvelles pratiques pour la restauration rapide et l'offre alimentaire à l'emporter en introduisant de manière systématique le recours à la vaisselle réutilisable, au lieu des contenants jetables à usage unique.

## **Fonds communal pour le développement durable (FDD)**

Activités relatives au FDD: réception et analyse des demandes, préparation des quatre séances annuelles du comité de pilotage, réponses aux porteur-euse-s de projets, suivi des projets et des finances.

En 2020, 17 projets ont obtenu un soutien financier, contre 22 en 2019. Le FDD a financé en 2020 un montant de CHF 8'767'681.- pour l'ensemble des projets et préavis validés par la Municipalité et le Conseil communal.

## **Unité communication de la Direction LEA**

En 2020, la cellule de communication au sein de la Direction LEA s'est attelée à maintenir le lien avec la population malgré la situation due à la pandémie. Elle a notamment apporté son soutien à l'EM-DIAM en effectuant des prestations de communication pendant le premier semi-confinement. Elle a défini les stratégies de communication des projets de la direction qui lui ont été confiés et assuré l'accompagnement des actions de communication des services. Elle a entretenu les relations avec les médias en organisant des conférences de presse et répondu aux diverses sollicitations. La cellule a également rédigé différents supports (argumentaires, communiqués de presse, éléments de discours, articles pour le journal communal, actualités municipales, etc.). Enfin, la cellule communication LEA a assuré le lien avec le Bureau de la communication de la Ville et participé au réseau des responsables et chargé-e-s de communication des directions.

## **Unité environnement (ENV)**

L'Unité environnement (ENV), a pour objectif de devenir un centre de compétences et un observatoire de l'environnement, en coordination et en complémentarité avec les services métiers communaux. L'année 2020 a donné lieu à différents projets spécifiques tels que:

- élaboration du rapport-préavis N° 2020/38 (*«Vers un observatoire de l'environnement, pour contribuer à promouvoir la santé de la population et à lutter contre les*

- changements climatiques*»), adopté par la Municipalité le 24 septembre 2020;
- en lien avec le développement futur du quartier de Malley-Gazomètre, conduite des investigations techniques complémentaires nécessaires sur les sites pollués, in situ, afin de déterminer, notamment, les contraintes urbanistiques et/ou constructives pour les futurs projets urbanistiques, un premier rapport final a été remis au Canton pour validation début décembre 2020;
  - dans une volonté de concrétiser la valorisation des ressources souterraines à l'échelle d'un quartier, accompagnement d'un mandat spécifique pour la prise en compte des enjeux liés aux ressources du sous-sol dans le cadre du plan d'affectation Cour-Reposoir, le rapport du mandataire a été remis aux urbanistes en octobre 2020;
  - finalisation du projet mené par un bureau spécialisé pour concrétiser le principe de Circular Cities Switzerland à Lausanne;
  - expertise au sujet du développement de la nouvelle technologie (cinquième génération, 5G) liée à la téléphonie mobile qui suscite passablement de questionnements de la part du monde civil et politique;
  - rédaction de la décision finale relative à l'étude d'impact sur l'environnement pour le permis de construire du parking centralisé de l'écoquartier des Plaines-du-Loup;
  - avec l'appui des services cantonaux et communaux concernés, élaboration de réponses à plus d'une quinzaine de plaintes ou questionnements d'habitant·e-s lausannois·e-s relatives aux nuisances dues au bruit, à la pollution de l'air et aux rayonnements non ionisants essentiellement;
  - suivi des études d'impact sur l'environnement des projets liés aux travaux de la gare (gestion des déchets des futurs chantiers CFF, protection contre les accidents majeurs et bruit pour le PA Rasude);
  - participation aux travaux du Groupe amiante, notamment dans le cadre des mesures effectuées au Skate Park de Sévelin;

Enfin, il convient de préciser que certains événements prévus ont été annulés en raison de la pandémie et reportés à 2021, il s'agit notamment de:

- la balade acoustique à travers Lausanne intégrée à la journée internationale contre le bruit d'avril 2020;
- la participation à la rencontre dans le cadre des Sauvageons en ville sur la pollution de l'air;
- les deux séances prévues de la Délégation municipale aux risques environnementaux.

## Service du cadastre (CADA)

### Principales missions du service

Le service du cadastre est constitué des cinq unités suivantes:

- Administration
- Droit foncier et mensuration officielle
- Mensuration technique
- Cadastre souterrain
- Goéland et guichets cartographiques

Les prestations du service couvrent un large spectre de tâches dans les domaines

- de la coordination des procédures à incidence spatiales
- du droit foncier
- des mensurations officielles et techniques
- du cadastre des conduites souterraines
- du traitement et de publication de géodonnées informatiques

Par la mise à disposition de l'outil Goéland, le service s'occupe aussi des références territoriales. Cet outil, développé, maintenu et mis à disposition par le Service du cadastre, joue un rôle fédérateur au sein de l'administration. Il s'agit d'une solution de gestion du savoir de l'administration permettant notamment de conduire et de documenter les processus administratifs.

Le service forme aussi plusieurs apprenti·e-s géomaticien·ne·s.

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration SC	-	-	2.95	2.95
Droit foncier et géomatique	-	-	22.05	21.15
Goéland et guichets cartogr.	-	-	8.20	8.20
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>33.20</b>	<b>32.30</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+33.20</b>

### Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Administration SC	-	-	3	2.95
Droit foncier et géomatique	-	-	23	21.15
Goéland et guichets cartogr.	-	-	9	8.20
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>35</b>	<b>32.30</b>

### Apprenti·e·s

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Droit foncier et géomatique	-	3
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>3</b>

### Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	2	2
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	1
<b>Total service</b>	<b>2</b>	<b>3</b>

### Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>2</b>

## Evènements marquants

Le Secrétariat général et cadastre a été scindé au 1<sup>er</sup> avril 2020 afin de séparer les activités liées au cadastre des activités du secrétariat général de la Direction LEA suite au départ à la retraite anticipée fin mars 2020 de M. Yves Deillon. Ainsi, le Service du cadastre dans sa nouvelle organisation a poursuivi ses activités courantes

en 2020 avec à sa tête un nouveau chef de service, M. Sébastien Monnier, précédemment adjoint au chef de service.

La crise sanitaire a évidemment eu un fort impact sur le fonctionnement des équipes de terrain, notamment pour les unités cadastre souterrain et mensuration technique dont la moitié des activités se fait en extérieur, en équipe et principalement sur des chantiers. Pour le reste, l'impact du Covid-19 a été moindre grâce à la mise en place rapide du télétravail.

## Principales activités 2020

### Unité Administration

L'unité administrative est la porte d'entrée du service et de la Direction LEA. Ses premières missions sont un accueil et un service de qualité aux citoyen-ne-s lausannois-e-s et aux collaborateur-trice-s de la Ville, ainsi qu'un soutien administratif pour le Secrétariat général LEA. Les autres missions principales de cette unité sont le suivi d'affaires à l'aide de l'outil Goéland, l'établissement et le suivi du budget de fonctionnement, la constitution de toutes servitudes en lien avec la Commune, la mise en forme et l'archivage des conventions foncières pour l'ensemble de la Ville, la gestion de l'économat, ainsi que la mise à jour de la base de données des parcelles.

### Unité Droit foncier et mensuration officielle

L'unité Droit foncier et mensuration officielle a participé à plusieurs démarches foncières liées aux parcelles et infrastructures communales, permettant généralement de trouver des solutions à l'amiable. Ces interventions concernent, notamment, les dossiers suivants:

#### Malley-Gazomètre

- finalisation d'études complémentaires de pollution pour permettre à terme le développement du site;
- fin de la mise à disposition du site des anciens abattoirs pour la patinoire provisoire;
- première discussion en vue de l'établissement d'une convention de mise à disposition du site des anciens abattoirs en faveur de la Commune de Prilly afin d'y organiser des activités provisoires à vocation publique;
- convention de mise à disposition d'une fraction de parcelle en face du Sleep'In en faveur du Centre sportif de Malley pour l'installation d'un village de chantier.

#### Développement des métros m2 et m3 sur le tronçon boulevard de Grancy – place de l'Europe, respectivement sur l'ensemble de la ligne

- finalisation de l'élaboration des conventions cadres traitant des principes de propriété des ouvrages, de responsabilité et répartition des coûts;
- élaboration des conventions de détails traitant des aspects fonciers (emprises provisoires et définitives).

De plus, l'unité accomplit diverses tâches en tant que bureau de géomètre pour les propriétés communales ainsi que des tâches d'ordre administratives, voir légales. Il s'agit notamment de:

- gérer et diffuser les limites des constructions et les périmètres d'implantation nécessaires à l'implantation des nouvelles constructions;
- analyser et autoriser conformément à loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC), toutes les demandes de fractionnement de parcelle sur le territoire communal;
- participer à l'analyse des demandes de permis de construire en collaboration avec le Bureau des permis de construire, notamment pour les aspects géométriques et fonciers;
- autoriser les réalisations d'ancrages sous le domaine public ou privé communal;
- contrôler l'implantation des nouvelles constructions sur tout le territoire;
- attribuer et gérer les adresses de bâtiments;
- répertorier les empiètements immobiliers sur le domaine public;
- établir tous les extraits cadastraux légaux pour les besoins de la Commune, tels que plans pour les enquêtes publiques, plans de servitude pour le registre foncier, plans pour mention ou autres plans spéciaux;

- établir les dossiers pour la mise à jour du plan du registre foncier pour les tous biens-fonds communaux lors de nouvelles constructions;
- suivi de la mise à jour des nouvelles constructions sur le plan du registre foncier sur tout le territoire communal par délégation du Canton.

## Unité Mensuration technique

L'unité Mensuration technique réalise des relevés topographique pour les projets communaux ou pour des ouvrages existants: implantations de constructions, levés de détails, acquisitions photogrammétriques, abornements et contrôles de stabilité d'ouvrages, modélisation 3D du terrain, détermination de cubature, etc.

Pour l'année 2020, on peut signaler à titre d'exemples quelques opérations particulières:

- suivi du chantier de la STEP de Vidy (contrôles de stabilité, implantations d'ouvrage, contrôles d'exécution);
- suivi photogrammétrique par drone du chantier du stade de la Tuilière, ainsi que divers contrôles de stabilité, implantations et relevés;
- contrôle géométrique des conduites du Service de l'eau passant dans le tunnel Tridel avec une extension réalisée en 2020 depuis la Borde jusqu'à l'usine TRIDEL;
- prestations de géomètre pour les différents collèges en chantier (Belvédère, Riant-Pré, Saint Roch, etc.) ainsi que pour la transformation du Théâtre de Vidy;
- contrôles de stabilité dans le cadre des chantiers communaux;
- contrôles de stabilité d'ouvrages et bâtiments communaux ayant une instabilité connue.

Le service dispose aussi d'un scanner laser permettant de modéliser en 3D les ouvrages les plus complexes. Cette technologie est utilisée afin de contrôler la stabilité de certains ouvrages ou pour les modéliser à des fins de documentation (plan d'ouvrage, contrôle d'exécution). Il a aussi permis cette année à:

- déterminer des volumes de sédiments dans le lit de certaines rivières;
- modéliser en 3D le désableur du Capelard (en appui au Service de l'eau);
- modéliser en 3D le Grand-Pont en vue des futurs travaux (en appui au Service des routes et de la mobilité).

Deux drones photogrammétriques permettent de réaliser des orthophotos ainsi que des modèles numériques de terrain sur de grandes étendues. En 2020, ces drones ont notamment permis le suivi de l'évolution de certains chantiers, par exemple l'écoquartier des Plaines-du-Loup, le stade de la Tuilière ainsi que la construction de la nouvelle STEP à Vidy.

## Unité Cadastre souterrain

### Mise à jour des réseaux et diffusion

L'unité Cadastre souterrain relève en fouille ouverte toutes les conduites (nouvelles et en service) situées sur le domaine public communal ou sur les propriétés communales, ainsi que les conduites appartenant aux services gestionnaires de la Ville, sur le domaine public et privé:

- périmètre d'intervention: communes de Lausanne, Epalinges, Renens et Prilly, auxquelles ont été ajoutées en 2020 les communes de Jouxens-Mézery, Romanel-sur-Lausanne et Le Mont-sur-Lausanne;
- 3'300 interventions des équipes de terrain (3'550 en 2019), 27'200 points déterminés en planimétrie et en altimétrie (29'900 en 2019);
- mise à jour des bases de données dans un délai inférieur à une semaine;
- 940 commandes de géodonnées délivrées dans un délai d'un demi-jour (790 en 2019).

### Dématérialisation des plans graphiques

La numérisation des anciens plans graphiques du réseau d'eau potable s'est achevée en 2020. L'ensemble des ressources se consacre désormais à la numérisation des plans du réseau de gaz. En 2020, ce sont 720 plans du réseau de gaz qui ont été numérisés par l'unité, portant à 927 le nombre de plans numérisés, soit le 28% des 3'278 plans qui seront numérisés ces trois prochaines années.

L'unité s'occupe aussi de l'amélioration continue des bases de données (réseaux de distribution et d'évacuation des eaux, gaz).

## Unité Goéland, guichets cartographiques

Goéland est une solution web largement utilisée au sein de l'administration communale, qui peut être employée par tout collaborateur-trice communal-e sans coût de licence. Elle est intégralement développée au sein du service, qui s'occupe aussi de la maintenance de l'application et des serveurs pour l'extranet du Conseil communal, ainsi que des guichets cartographiques externe et interne. L'interaction entre ces derniers et Goéland assure une disponibilité et une mise à jour continue de l'information administrative et géographique acquise au sein de l'administration.

Goéland fonctionne grâce à une infrastructure d'une dizaine de serveurs physiques sur une plateforme libre de virtualisation. Tous les composants serveurs s'appuient sur des briques logicielles standard éprouvées sous licence libre telles que Linux, Apache, PHP et PostgreSQL/PostGIS.

Durant l'année 2020, plus de 2'300 employé-e-s de l'administration communale ont utilisé cette application. A fin 2020, 329'481 affaires (302'795 en 2019) sont traitées par plus de 35 services, qui ont collaboré pour plus de 1'554'732 prises de positions documentées (1'428'057 en 2019). Fin 2020, 1'613'347 documents électroniques sont indexés dans Goéland (1'477'365 en 2019). Ces documents ont été consultés plus de 10 millions de fois en interne.

L'atelier de numérisation a digitalisé et indexé 10'450 courriers en 2020 contenant 26'365 documents. De plus, 4'736 nouveaux-elles acteur-trice-s ont été créés en base de données.

Les réalisations marquantes de cette unité pour 2020 sont les suivantes:

- développement et mise en production pour le Service de la propreté urbaine d'une solution mobile open source baptisée Sentinelle permettant aux usager-ère-s d'annoncer avec leur smartphone différents types de dégradations géolocalisées. La solution permet ensuite la gestion et le suivi du traitement de ces annonces;
- mise en production d'une passerelle bidirectionnelle entre Sentinelle et Goéland pour la création et le suivi automatique des affaires de type tags-graffitis;
- développement de neuf nouveaux types d'affaires Goéland, dont cinq complexes;
- mise en production d'une interface d'extraction spatiale de données objets (parcelles, bâtiments etc..) par polygones définis par l'utilisateur-trice;
- mise en production d'un module d'export des données affaire et documents pour la solution AGIR du Secrétariat municipal;
- malgré la situation sanitaire et les restrictions imposées, l'Unité a organisé et tenu 45 sessions de formation Goéland de différents niveaux, pour un total de 72 participant-e-s;
- migration et mise à disposition des données de la mensuration officielle et des données cadastrales Ville de Lausanne dans les systèmes de coordonnées MN03 (ancien) et MN95 (nouveau);
- actuellement géré par le Canton via l'Office de l'information du territoire (OIT), la gestion du thème «adresse de bâtiment» de la mensuration officielle sera totalement géré par le Service du cadastre, la mise en production est prévue pour le 1<sup>er</sup> semestre 2021;
- début de la migration à NORMAT 2 pour les géodonnées des plans d'affectation pour les besoins du Service de l'urbanisme;
- début du développement d'une solution métier SIG pour gérer le réseau du chauffage à distance (QCAD);
- début du développement d'une solution SIG pour la gestion des réseaux souterrain restant dans SISOL synthèse tel que: télécom, signalétique Police, réseau multi-services, etc.;
- ajout d'un nouveau fond de plan WMTS de type Plan de Ville et d'orthophotos réalisées par le drone du service sur des zones d'intérêts spécifiques tel que: centre-ville, gare CFF, Tuilière, etc.;
- ajout des informations de type «Fontaines» au guichet cartographique public;
- début de la migration du guichet cartographique mobile et desktop basé sur la nouvelle version 2.5 de GeoMapFish en utilisant les géodonnées en projection MN95. Cette migration sera terminée début 2021.

# Service du logement et des gérances (SLG)

## Principales missions du service

### Administration et gouvernance

- conduite et coordination des différents domaines du service
- consolidation de la gouvernance du service et rationalisation de l'organisation
- suivi des recommandations du Contrôle des finances de la Ville de Lausanne
- suivi du développement du système de contrôle interne couvrant l'ensemble des processus métiers et optimisation des procédures et indicateurs
- nombreuses représentation de la Ville dans des conseils de fondation ou d'administration de sociétés immobilières

### Ressources humaines

- assurer les prestations liées à la gestion du personnel administratif et d'exploitation

### Logements d'utilité publique et établissements publics

- promouvoir, planifier, assurer le suivi et contrôler les logements d'utilité publique (LUP)
- initier et mettre en œuvre des projets sur l'habitat et le cadre de vie
- administrer et réindexer les droits de superficie distincts et permanents (DDP) ainsi que suivre l'évolution des contrats
- gérer et administrer les aides à la pierre
- représenter la Commune dans différentes sociétés immobilières
- participer à l'élaboration de certains plans de quartier afin d'implémenter un quota de LUP
- assumer la gestion et l'entretien des édicules ayant fait l'objet de conventions (nouvelle politique des édicules)
- promouvoir et valoriser les établissements publics appartenant à la Ville et gérés par le SLG (nouvelle politique des établissements publics)
- élaborer les statistiques nécessaires au suivi régulier de l'évolution du marché du logement
- assurer la mise à jour du Registre cantonal des bâtiments (RCB) et l'application de la loi sur l'harmonisation des registres (LHR)
- répondre aux obligations fédérales et cantonales en matière de statistiques de la construction
- collaborer avec la Commission immobilière (CI) pour les objets achetés grâce au droit de préemption de la loi cantonale sur la préservation et la promotion du parc locatif LPPPL
- assurer et suivre les demandes particulières des locataires pour un relogement

### Office communal du logement

- gérer l'inscription aux logements subventionnés et contrôlés conformément à la législation en vigueur
- réviser les conditions d'occupation des locataires des logements subventionnés ou contrôlés conformément à la législation en vigueur
- préserver le parc de logements locatifs existants par le biais de la loi cantonale sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL)

### Patrimoine immobiliers

- gérer le parc immobilier de la Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL), comprenant des immeubles du marché libre et des immeubles subventionnés, y compris les immeubles ex-COLOSA, et en assurer la comptabilité
- gérer les immeubles de la Société immobilière lausannoise pour le logement S.A. (SILL S.A.).
- gérer les immeubles du patrimoine financier de la Ville
- gérer les immeubles du Fonds Edouard et Hortense Pache
- gérer les places de parc du domaine privé communal et appliquer le plan de mobilité de l'administration communale lausannoise (PML)
- gérer les immeubles et locaux faisant partie du patrimoine administratif occupés par les différents services communaux ou entités soutenues par la Ville
- assurer l'exploitation technique et le nettoyage des locaux de l'administration communale
- assister les services dans la recherche de solutions de location

**Finances et informatique**

- assurer un support technique et logistique des applications informatiques métiers, mais aussi superviser l'informatique du service dans sa globalité
- assurer le suivi et la maintenance du logiciel de gestion immobilière et son remplacement
- enregistrer toutes les écritures comptables du service ainsi que celles liées aux activités de gérance immobilière dans le cadre de la gestion de ses bâtiments et de ceux de services tiers
- enregistrer toutes les écritures liées aux activités de gérance immobilière ainsi que gérer la trésorerie des parcs immobiliers de la CPCL, de la SILL S.A. et du Fonds Edouard et Hortense Pache dans le cadre de ses mandats de gestion immobilière
- établir les budgets et réaliser le bouclage annuel des comptes de fonctionnement
- contrôler les incidences financières des notes à la Municipalité, des préavis et des rapports-préavis

**Valorisation des patrimoines**

- conduire les projets de rénovation, transformation et nouvelle construction pour le compte de la CPCL
- conduire les projets de rénovation, transformation et nouvelle construction du patrimoine financier de la Ville
- réaliser les études de faisabilité des projets de la CPCL et du patrimoine financier de la Ville
- contrôler la compatibilité des projets sur les terrains de la Ville avec le préavis N° 2013/20 («*Construire Minergie à Lausanne est une pratique normale*»)

**Effectif du personnel****Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Direction SLG	3.70	2.90	5.70	5.70
Fin. informat. achats, logist.	10.80	9.40	10.30	9.10
Gestion immob. des Patrimoines	29.68	27.30	31.68	28.75
Inactif – OCL et préserv. parcs locatifs	8.60	8.60	7.80	6.80
Pol. Logement – Habitat SLG	7.10	6.30	–	–
Log. unit. Pb & établ. publics	–	–	9.70	8.70
Nettoyage et Exploitation	30.11	26.65	29.41	26.90
Syst. organ. et évol. SLG	1.70	1.70	0.90	0.00
Valorisation patrimoines SLG	6.60	6.60	6.70	6.70
<b>Total service</b>	<b>98.29</b>	<b>89.45</b>	<b>102.19</b>	<b>92.65</b>

**Variation en ept alloués**

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+3.90</b>

**Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Direction SLG	3	2.90	6	5.70
Fin. informat. achats, logist.	12	9.40	11	9.10
Gestion immob. des Patrimoines	47	27.30	50	28.75
Inactif – OCL et préserv. parcs locatifs	10	8.60	9	7.60
Pol. Logement – Habitat SLG	7	6.30	1	1.00
Log. unit. Pb & établ. publics	–	–	8	6.90
Nettoyage et Exploitation	67	26.65	67	26.90
Syst. organ. et évol. SLG	2	1.70	–	0.00
Valorisation patrimoines SLG	7	6.60	7	6.70
<b>Total service</b>	<b>155</b>	<b>89.45</b>	<b>159</b>	<b>92.65</b>

**Apprenti·e·s**

	31 décembre 2019	31 décembre 2020
Unité administrative	nb	nb
Direction SLG	5	4
Nettoyage et Exploitation	2	3
<b>Total service</b>	<b>7</b>	<b>7</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	11	14
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	1
<b>Total service</b>	<b>11</b>	<b>15</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	6
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	2
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>11</b>

**Evènements marquants**

L'année 2020 aura été marquée par le Covid-19, ayant plusieurs conséquences importantes sur le fonctionnement de chacun des domaines du service au quotidien:

- gestion des nombreux appels des locataires inquiets en raison de la situation, tant au niveau sanitaire que financier;
- gestion des renoncations de loyer et redevances sur les droits distincts et permanents de superficie (DDP) en fonction des critères spécifiques des différentes vagues (éligibilité selon l'ordonnance II du Conseil fédéral et l'arrêté du Conseil d'Etat notamment) et accompagnement des entreprises pour les démarches administratives;
- grande fluctuation des effectifs et difficile gestion des collaborateurs tant au niveau sanitaire (organisation des bureaux, communication et plateformes d'échange repensées, télétravail, etc.) qu'organisationnel (le service se doit de fonctionner malgré les absences, gestion des états des lieux des fins de mois malgré les incertitudes de la disponibilité des entreprises de déménagement et les refus de locataires de déménager durant cette période, mise en œuvre des divers outils de communication informatique);
- arrêt des chantiers pendant deux à deux mois et demi au printemps.

**Principales activités en 2020****Administration et gouvernance**

Plusieurs faits marquants sont à relever:

- adaptation de la gouvernance du service et regroupement de secteurs et domaines provoquant une réorganisation de la répartition des tâches;
- engagements de plusieurs collaborateur·trice·s à des postes clés;

- grande fluctuation des effectifs due au Covid-19 et difficultés organisationnelles durant toute l'année mais missions essentielles remplies.

## Ressources humaines

En 2020, les éléments suivants sont à signaler:

- gestion de nombreuses absences et démarches administratives consécutives aux mises en quarantaine et malades du Covid-19;
- absence du responsable RH durant toute l'année, mise au concours du poste et engagement du nouveau responsable RH.

## Logements d'utilité publique et établissements publics

### Promouvoir, planifier, accompagner et contrôler les logements d'utilité publique

Dans le cadre des logements d'utilité publique (LUP), des conventions avec le Canton ont été signées et sont ainsi administrativement régularisées.

La promotion des LUP a été implémentée dans les nouveaux plans de quartiers (Cour, Bellefontaine, Malley, Sévelin et Ruchonnet). Il en a été de même, en collaboration avec la Commission immobilière (CI) pour des achats d'immeubles destinés à des LUP (avenue de France 86, avenue Victor-Ruffy 56).

L'étude Objectif Logement a été finalisée et va faire l'objet d'un préavis l'année prochaine. Une attention particulière a été portée sur l'étude Pré-de-Vidy afin d'évaluer de quels types de logement a besoin la Ville pour ce secteur.

Le domaine a également contribué à soutenir la Direction LEA sur des sujets tels que l'initiative pour des logements abordables, des conférences sur la thématique du logement ou le logement coopératif, par exemple.

### Promouvoir et mettre en œuvre des projets sur l'habitat et le cadre de vie

La 16<sup>e</sup> édition de la Fête des voisins aux balcons et fenêtres a été maintenue malgré la crise sanitaire, sous une forme adaptée aux mesures en vigueur, la participation enregistrée a été très faible en comparaison aux autres années.

En collaboration transversale, le service a contribué à plusieurs démarches participatives concourant à la vie de quartier, notamment le premier forum des Plainnes-du-Loup ainsi qu'à la promotion d'une meilleure qualité de vie dans le quartier des Falaises avec la création d'une association des habitant-e-s qui gère un édicule et un potager collectif, ainsi qu'aux Fiches Nord en accompagnant l'association déjà en place dans leurs objectifs de mieux vivre-ensemble.

### Parcelles en DDP et LUP

Une nouvelle collaboratrice a été engagée pour gérer les droits distincts et permanents de superficie (DDP). De nombreuses conventions tripartites pour les logements subventionnés ont été signées et finalisées.

## Statistiques

### Logements vacants

L'enquête annuelle, effectuée par le SLG directement auprès des gérances, a recensé 380 logements vacants (à la location et/ou en vente), au 1<sup>er</sup> juin 2020, ce qui correspond à un taux de vacances de 0.47% (en augmentation par rapport au 0.36% de 2019).

Au niveau cantonal, le rythme de construction soutenu a fait évoluer en une année le taux de 1.1% à 1.4%, ce qui maintient encore le Canton de Vaud dans une situation de pénurie, le seuil de 1.5%, correspondant à une situation équilibrée, n'ayant pas encore été atteint.

### Registre cantonal des bâtiments (RCB) et statistique de la construction (BauStat)

Le parc de logements lausannois totalise, en décembre 2020, 79'701 logements compris dans 8'609 bâtiments dûment recensés et mis à jour en flux continu dans le RCB par le SLG, dans le cadre de la statistique fédérale de la construction, ce qui représente une augmentation du parc de 363 logements par rapport à l'année précédente.

En zoomant sur les résultats de 2020, on découvre que le parc de logements subventionnés à Lausanne s'élève, à fin 2020, à 7'691 logements ce qui représente 9.6% du parc total. Ces résultats relativement stables (-8 logements) s'expliquent par la création de 36 logements à l'avenue de Morges 58 – chemin de Renens 7a mais surtout par la disparition provisoire de 44 logements à la route du Pavement 57-63.

## Etablissements publics et édicules

### Etablissements publics

Marquée par le Covid-19, cette année 2020 a beaucoup affecté les établissements publics qui ont dû fermer leur porte à deux reprises de mars à mi-mai et de début novembre à mi-décembre et/ou restreindre leurs activités en raison des contraintes sanitaires et spatiales fixées par les autorités fédérales et/ou cantonales. Tous les établissements publics, en mains communales, ont été soutenus par la Ville qui leur a accordé la gratuité de leur loyer quand ils étaient contraints à des fermetures.

D'une façon plus générale, la politique de soutien et de valorisation des établissements publics a conduit, en 2020, aux actions et réflexions suivantes.

Le Barbare, après avoir reçu l'approbation du Conseil communal en janvier 2020, les travaux de rénovation prévus autant dans l'établissement que dans les appartements ont pu commencer en septembre 2020.

Pour l'auberge de Sauvabelin, suite à la mise à l'enquête d'un projet de déconstruction de l'auberge et d'aménagement d'un espace extérieur ayant soulevé des oppositions et une pétition, un nouveau rapport-préavis N° 2020/32 proposant une rénovation-transformation de l'auberge avec mise en valeur du corps principal du chalet d'origine et extension a été rédigé, présenté et accepté mi-décembre 2020 par le Conseil communal.

### Edicules

Le SGLEA, dont la politique des édicules dépend, se charge de l'établissement ou des modifications à apporter aux conventions à signer avec les exploitant.e-s et à leur suivi. La gestion des édicules, à proprement parler, est ensuite assurée par le SLG. En 2020, le bail de la Folie Voltaire dans le parc Mon-Repos a été converti en convention et la convention de la Terrasse des Grandes-Roches s'est vue modifiée suite à l'incendie qui s'y est déclaré. Autre fait marquant, l'édicule du Bugnon-Calvaire a changé d'exploitant, en été 2020, suite à une procédure d'appel d'offres; sa nouvelle enseigne Little Saigon propose des spécialités vietnamiennes.

La crise sanitaire a également perturbé les événements qui étaient prévus dans l'édicule des Falaises, confié à l'association de quartier et à celui de la Maladière, mis à la disposition d'artistes pour des expositions ponctuelles. Les manifestations prévues aux Arches 17-18 du Grand-Pont, mises sur pied ou autorisées par la Ville, ont dû également être annulées en raison des restrictions sanitaires.

## Office communal du logement (OCL)

### Inscriptions aux logements subventionnés

En 2020, 2'536 dossiers ont été réceptionnés, dont 42% de nouvelles inscriptions, soit un chiffre légèrement inférieur par rapport à l'année passée (2'847 dossiers) qui peut s'expliquer par la situation sanitaire. Le nombre de baux signés a augmenté à 693, soit une augmentation de 63 par rapport à 2019.

Malgré la fermeture des guichets en avril et une baisse de fréquentation très marquée en mars et mai, la réception de l'OCL a accueilli 9'404 visiteur.euse.s entre janvier et novembre 2020. Avec des pics de fréquentations très importants en début d'année et durant les deux mois d'été, les usager.ère.s ont continué de venir au guichet afin de se renseigner ou de déposer leur dossier d'inscription ou de mise à jour. Excepté durant le premier semi-confinement, il est à noter qu'une majorité de dossiers continuent d'être réceptionnés directement au guichet, plutôt que par poste ou par courriel.

On peut relever que les demandes d'inscriptions et de baux ont été particulièrement importantes durant les périodes de mises en location, en début d'été, des nouveaux immeubles subventionnés à l'avenue de Morges 58 – chemin de Renens 7a et du dernier lot au chemin de Florency.

### Révision des conditions d'occupation

Les contrôles ayant été temporairement suspendus pendant la période du premier semi-confinement puis ralentis durant l'été, en accord avec le Canton, afin d'éviter les situations de rigueur dues aux résiliations de baux, le bureau de la révision a contrôlé la situation d'environ 1'600 locataires, soit une diminution par rapport à 2019. Parmi les dossiers contrôlés, une très large majorité remplissait les conditions pour conserver le logement, 164 ont donné lieu à une suppression des aides des pouvoirs publics ou occasionné un supplément de loyer et finalement 73 ont abouti à une résiliation de bail.

Le motif de résiliation le plus fréquent est toujours le dépassement des revenus, suivi de la sous-occupation notoire des locaux.

Au 15 décembre 2020, le nombre de résiliations en cours s'élevait à 236. Les deux tiers environ des résiliations font l'objet d'une convention de prolongation d'une année en préfecture, qui peut dans certains cas être suivie d'une seconde prolongation d'une année. Une troisième prolongation n'est accordée que dans de rares cas, à titre exceptionnel.

### **Coordination et assistance locataires (médiation)**

Le nombre de sollicitations a été en nette baisse avec 66 nouveaux dossiers enregistrés. Les problèmes auxquels sont confrontés de nombreux usagers concernent des difficultés à effectuer les démarches de manière efficace, la méconnaissance de certaines procédures et ont nécessité des conseils personnalisés et des réorientations. Près de 30 ménages ont bénéficié d'un relogement prioritaire, essentiellement dans le parc de logements subventionnés et 36 ménages sont au bénéfice d'un suivi actif.

### **Unité communale de préservation du parc locatif**

Rattachée à l'OCL depuis 2019, l'Unité communale de préservation du parc locatif assure le suivi des dossiers et le respect des procédures en matière de préservation du parc locatif selon la loi cantonale sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL).

Pour lutter contre la pénurie de logements en conservant sur le marché des logements loués qui correspondent aux besoins de la population (article 1 alinéa 1 lettre a LPPPL), c'est-à-dire afin de maintenir une proportion d'appartements à loyer abordable dans les communes où sévit une pénurie de logements, la LPPPL prévoit deux instruments dans son volet préservation du parc:

- la soumission à autorisation des travaux de rénovation, de transformation et de démolition, ainsi que l'affectation totale ou partielle de logements loués à d'autres fins que l'habitation (articles 6 à 18 LPPPL);
- la soumission à autorisation d'aliénation de logements loués (articles 19 à 24 LPPPL).

En 2020 (chiffres arrêtés au 15 décembre), près de 900 dossiers (englobant la partie travaux et aliénations) ont été soumis et analysés par l'unité. Un très léger ralentissement du nombre de dossier dû au Covid-19 est à noter, toutefois un rebond est à prévoir en 2021.

Concernant les demandes de travaux: au total, 505 dossiers ont déjà été traités. Après analyse, 53 de ces dossiers ont fait l'objet d'un préavis communal. Le prix de location moyen (m<sup>2</sup>/an) des objets soumis à la LPPPL avant travaux se situait à CHF 214.-/m<sup>2</sup>/an et à CHF 251.-/m<sup>2</sup>/an après travaux. Chacun des préavis communaux a fait l'objet d'une demande de conditions pour la remise en location.

S'agissant des demandes d'aliénations: au total 68 dossiers ont déjà été traités. Après analyse, 63 de ces dossiers ont fait l'objet d'un préavis communal. Huit dossiers sont encore en suspens et feront l'objet d'un préavis. Chacun des préavis communaux a fait l'objet d'une demande de conditions pour la remise en location.

## **Patrimones immobiliers (DPI)**

Ci-après, les éléments importants des cinq secteurs du domaine.

### **Patrimoines immobiliers de tiers (PIT)**

#### **CPCL historique/ CPCL – ex-COLOSA/SILL S.A./Fonds Edouard et Hortense Pache (FDPA)**

Le patrimoine de la CPCL, qui compte 3'787 logements, a enregistré 294 mutations de locataires au 10 décembre, celui de la SILL S.A., qui compte 533 logements, a enregistré 48 mutations de locataires à la même date.

Une réorganisation opérationnelle du secteur a été réalisée afin d'améliorer la synergie entre les collaborateurs, la responsabilisation individuelle et le suivi des dossiers (suppléances lors d'absences, etc.). Afin de regrouper les employés, de faciliter les échanges et d'améliorer la solidarité des équipes un réagencement spatial des locaux a été effectué.

Durant l'année, la finalisation de la mise en valeur des 185 logements du lot 11 au Fiches Nord (SILL S.A.) et la mise en œuvre de l'exploitation d'immeubles, y compris dans le cadre du développement du quartier a été réalisée.

L'Unité a des interactions transversales très régulières avec le domaine valorisation des patrimoines (VALO), en particulier dans le cadre des réfections en cours ou à venir pour les immeubles notamment de la CPCL (rue Centrale 30, rue Haldimand 51, rue Dr-César-Roux 8, Plaines du Loup 74, etc.).

Elle est en charge également de l'établissement et du suivi des budgets annuels pour la CPCL, la SILL S.A. et la FDPA.

### **Patrimoine immobilier financier Ville (PIF)**

Le patrimoine immobilier financier, qui compte 617 logements sans les immeubles gérés par d'autres directions, a enregistré 59 mutations de locataires. En termes de transformation, un grand appartement de 8.5 pièces sis à la place de la Cathédrale 8-10 a été transformé en deux entités de 3.5 pièces chacune.

Le secteur a repris la gérance de deux bâtiments acquis dans l'exercice du droit de préemption à savoir à l'avenue de France 86 et à l'avenue Victor-Ruffy 56.

## Patrimoine immobilier administratif Ville (PIA)

### Gestion technique

La mission d'entretien courant et les travaux spéciaux se sont poursuivis, tout en absorbant les divers et imprévus.

Plusieurs faits marquants sont toutefois à relever:

- Terrain d'Aventure de Malley – un incendie a eu lieu dans la soirée du 21 juillet 2020 détruisant en grande partie la maison;
- Skate Park de l'avenue de Sévelin 36 – la présence d'amiante a été détectée dans les poussières prélevées sur un canal de ventilation et sur la charpente de la halle. Une fermeture a été ordonnée pour permettre le nettoyage complet des locaux et la mise en place de bâches de protection à l'intérieur. Une étude est en cours pour un assainissement.

Parmi les importants projets et travaux réalisés, il convient de citer les objets suivants:

- Centre pour adolescent.e-s de Valmont – remplacement complet du système d'interphonie et d'éclairage de toutes les chambres;
- Théâtre de Vidy – le projet de rénovation et son crédit d'investissement, préavis N° 2020/03 («*Théâtre de Vidy-Lausanne – Rénovation, mise en conformité et agrandissement du bâtiment – Demande de crédit d'ouvrage*») ont été acceptés par le Conseil communal le 28 avril 2020. L'ouverture du chantier a eu lieu en septembre 2020;
- Casino de Montbenon – rénovation complète des sanitaires destinés au public et personnes à mobilité réduite, réfection de la terrasse de la brasserie, remplacement de la régulation de la ventilation de la salle Paderewski et rénovation de sa régie de projection;
- annexe de l'Hôtel de Ville – étude d'un concept de ventilation naturelle permettant de résoudre le problème de surchauffe du bâtiment durant la période estivale;
- assainissement énergétique de la façade et adaptation de l'ancienne halte-jeux du Bureau d'information aux parents (BIP) en un espace de bureaux, d'accueil et de consultation à Chauderon 9.

### Secteur intendance (SIN)

L'année a été marquée par:

- des interventions sur divers sites pour effectuer des grands travaux de nettoyages et de fin de chantier;
- une intervention sur les sites de Chauderon 4-7-9-11 et parking de Chauderon en soutien et collaboration avec les entreprises mandatées pour divers travaux d'entretien, de maintenance et de réparation des installations techniques;
- divers travaux de déménagements et collaboration aux réorganisations des services selon les besoins;
- une organisation spécifique mise en place pour effectuer des nettoyages désinfection Covid-19 des bureaux et places de travail, lors de cas d'employé.e-s positif.ve.s.

### Secteur Accueil et information (SAI)

En 2020, la réception a reçu environ 17'600 personnes et répondu à un très grand volume d'appels téléphoniques. Une responsable a été engagée pour ce nouveau secteur.

### Administration et secrétariat DPI

Outre les prestations courantes, le secrétariat a mené à terme les actions suivantes:

- gestion immobilière – analyse de baux, conventions pour plusieurs services, recherches de locaux pour les services, analyse et conclusion de baux pour les services ou reconduction de baux, examen des notifications de hausse de loyer, soutien des services dans les démarches administratives avec les régies, participation à la rédaction de contrat de prêt à usage et convention interservices (Association La Valencienne, CFF-Halle de Sébeillon, etc.);
- participation aux ateliers Abalmmo;
- gestion des accès aux bâtiments de l'administration publique sur le logiciel EXOS; sollicitations accrues des services quant gestion des portes dues au Covid-19.

## Valorisation des patrimoines

### Patrimoine de la Ville de Lausanne

Le Domaine valorisation a poursuivi, grâce au crédit-cadre 4<sup>e</sup> étape et au budget d'entretien du patrimoine financier, les travaux de rénovation des bâtiments suivants:

- avenue de Mon-Repos 3 – étude pour le remplacement de la ventilation et la production de froid de la cave à jazz;
- rue Jean-Jacques Mercier 3 – études en vue de la mise aux normes AEAI et SIA 358 du bâtiment incluant les adaptations pour les personnes à mobilité réduite.

### Grands projets

Le domaine a suivi le projet de Malley-Gazomètre en représentant le SLG auprès de la Fabrique de Malley, coordinateur du site en appui au SGLEA, en particulier la restitution de la parcelle 909 après le démontage de la patinoire provisoire.

### Projets de rénovation du patrimoine financier

Dans le cadre de l'assainissement du patrimoine financier de la Ville et du rapport-préavis N° 2015/50 (*«Vente à l'Etat de Vaud du Palais de Justice de Montbenon – avenue Ernest-Ansermet 2, d'une partie du bâtiment administratif et commercial place de la Riponne 10, et promesse de vente à l'Etat de Vaud de la parcelle agricole N° 222 à Romanel-sur-Lausanne»*), le domaine Valorisation est en charge de la planification, du suivi financier et de la réalisation des projets pour CHF 40'000'000.- dont les suivants:

- rue Dr-César-Roux 16 – pilotage, suivi du chantier démarré en 2018; entrée des locataires en mars 2020; parking, modernisation de la machinerie des monte-voitures et mise aux normes feu, remis Police en novembre 2020;
- route de Praz-Gilliard 7 – fin des transformations intérieures et extérieures, rénovation de l'immeuble et création de deux nouveaux logements;
- chemin de la Vuachère 6-6a – transformations intérieures avec création de cinq appartements, le chantier a débuté le 30 juin 2020 et s'achèvera courant juillet 2021;
- rue de la Pontaise 15 – transformations intérieures et extérieures, rénovation de l'immeuble pour la création de nouveaux logements; collaboration avec le Service des parcs et domaines pour les aménagements extérieurs, le chantier a démarré en 2018 et s'est terminé fin janvier 2020 pour l'entrée des premiers locataires en février;
- rue de la Madeleine 1 – transformations intérieures et extérieures, rénovation de l'immeuble avec la création d'un nouveau logement; le chantier s'est terminé en février 2020;
- rue de l'Industrie 13 – adaptation du projet aux exigences du Bureau des permis de construire et réponses aux demandes du Patrimoine; permis de construire reçu le 29 octobre 2020 appels d'offres en cours;
- rue Dr-César-Roux 5 – avec le Service d'architecture, détermination des grands choix, estimation générale des coûts, mise à jour du plan financier du projet. Le dossier de mise à l'enquête est en finalisation après consultation de l'Association vaudoise pour la construction adaptée aux personnes handicapées (AVACAH) s'agissant de l'accessibilité PMR;
- place de la Palud 10-11 – finalisation du cahier des charges et de l'estimation des coûts avec le Service d'architecture.

Le préavis N° 2019/49 (*«Immeuble Escaliers-du-Marché 27 – rue Pierre-Viret 5 à Lausanne – Rénovation complète de l'immeuble et de l'ancien établissement public "Le Barbare" – Octroi d'un crédit d'investissement du patrimoine financier»*) a été adopté par le Conseil communal le 28 janvier 2020. Le chantier a démarré le 15 septembre 2020.

### Plan Climat et 2<sup>e</sup> étape d'assainissement du patrimoine financier

Le domaine Valorisation était répondante du service pour la rédaction du rapport-préavis N° 2020/54 (*«Plan climat: base de la politique climatique de la Ville de Lausanne»*) pour le domaine Bâtiment. A ce titre elle a évalué le cout et l'impact énergétique de la rénovation de l'entier des patrimoines de la Ville. En parallèle elle a mené les études d'une deuxième étape d'assainissement du patrimoine financier et présentera son rapport-préavis dans le courant de l'année 2021.

### Respect et suivi des objectifs du rapport-préavis N° 2013/20

Le Domaine valorisation est sollicité pour effectuer l'analyse technique et économique des projets sur les aspects développement durable et le respect des critères du rapport-préavis N° 2013/20 (*«Construire Minergie à Lausanne est une pratique normale»*). Dans ce cadre, il a notamment analysé et suivi les projets de rénovation du patrimoine financier et la re-certification provisoire site 2000 watts de Malley-Gazomètre (Grands projets).

### **Etude de faisabilité technique et économique**

Le domaine Valorisation a été sollicité par les autres domaines du service pour effectuer l'analyse technique et économique des projets suivants: avenue Robert-de-Menthon 8, place de la Riponne 10, route du Jorat 80 et Escaliers-du-Marché-27 – Pierre-Viret 5.

### **Développement de projets sur des terrains de la Ville**

Dans le cadre du projet 3'000 logements développé sur les terrains de la Ville par un investisseur privé (DDP), le domaine valorisation a piloté le projet du chemin de la Cassinette 17 et rédigé le préavis N° 2019/40 («Cité-Joie – Rénovation et densification d'un immeuble de logements à loyers modérés, et création d'appartements neufs supplémentaires, chemin de Cassinette 17 – Octroi des aides publiques prévues par la loi du 9 septembre 1975 sur le logement – Prolongation et modification du droit distinct et permanent de superficie N° 104 grevant la parcelle N° 2'576 de Lausanne – Etablissement d'une convention sur les espaces extérieurs») relatif à l'immeuble Cité-joie, établissant les conditions techniques et financières (niveau de loyer et prix du terrain du projet). Le dit préavis a été soumis au Conseil communal et adopté en février 2020.

### **Patrimoine de la CPCL**

Plusieurs chantiers de rénovations lourdes ont été menés ou sont en cours:

- place Chauderon 7-9-11 (5<sup>e</sup> étape phase D) – réfection en cours des sols et des joints, remplacement des écoulements en Eternit et peinture du parking public;
- place Chauderon 9 (8<sup>e</sup> étape) – remplacement de la génératrice de secours par le nouvel éclairage de secours selon la réglementation AEAI;
- rue de Genève 52 – achèvement des travaux de réfection des toitures avec végétalisation et des aménagements extérieurs et mise en place de panneaux photovoltaïques;
- Fiches Nord (lot 7) – suivi des travaux de garanties de huit immeubles (133 logements).

Plusieurs projets de rénovation lourde ont été initiés en 2020 après une analyse du bâtiment et l'établissement des appels d'offres des futurs mandataires:

- place Chauderon 7-9 (7<sup>e</sup> étape) – étude phase 2 pour la réfection des installations sanitaires;
- rue Centrale 30 – à l'issue de la 2<sup>e</sup> phase d'étude, une demande de permis de construire déposée le 25 octobre 2019 et le permis a été obtenu le 19 mai 2020. La demande de crédit de la 3<sup>e</sup> phase d'étude (appel d'offres) a été adoptée en octobre. Les travaux en vue d'une rénovation complète de l'immeuble devront débuter, à l'issue de cette phase et suite à l'obtention du crédit d'ouvrage, durant le 2<sup>e</sup> semestre 2021 et, ce, pour une durée de 24 mois;
- rue St-Martin 33 – fin des études pour le remplacement de la ventilation et des tableaux électriques et demande de crédit d'ouvrage;
- rue St-Martin 29 – fin des études pour le remplacement de la ventilation de l'Office du stationnement et préparation de la demande de crédit d'ouvrage;
- rue Dr-César-Roux 8 – étude en cours pour la mise aux normes, rénovation de l'enveloppe et des technicités. L'étude de faisabilité d'étages supplémentaires est en analyse au Bureau des permis de construire depuis fin novembre 2020;

Plusieurs projets sont en pré-étude pour analyse en vue des appels d'offres mandataires et de la 1<sup>re</sup> demande de crédit d'étude:

- avenue de Morges 33bis – mise aux normes, rénovation de l'enveloppe et des technicités. L'analyse du bâtiment a débuté avant appels d'offres aux mandataires. Une nouvelle estimation des coûts est en cours;
- route des Plaines-du-Loup 74 – mise aux normes, rénovation de l'enveloppe et des technicités. L'analyse bâtiment a débuté avant appels d'offres aux mandataires.

### **Patrimoine CPCL – ex-COLOSA**

Des dossiers ont été suspendus, en attente de décision de la part de la CPCL, toutefois le domaine Valorisation a appuyé la CPCL pour les négociations en vue de la future vente des projets de rénovation des immeubles rue de la Borde 45-47-49-49 bis et rue des Crêtes 26-28 ainsi que du projet de densification de l'immeuble de logements (65 appartements) de type Minergie de sur la parcelle N° 2052. Le domaine a également établi le plan des investissements 2021-2031 de la CPCL avec priorisation des futurs projets.

## **Finances et informatique**

L'année 2020 a été marquée par la restructuration des équipes comptables et l'engagement d'un adjoint à la responsable du domaine.

### Comptabilité

Outre les traitements courants pour le service, l'année 2020 a été marquée par:

- l'impact du Covid-19 sur la comptabilité des patrimoines immobiliers avec la comptabilisation de décisions prises par nos mandants en particulier sur des gratuités de loyers accordées à des baux commerciaux;
- l'impact du Covid-19 sur la comptabilité du service par l'enregistrement de charges supplémentaires spécifiques à la sécurisation des locaux du service;
- la refonte du plan comptable 2021 en vue de l'intégration du logiciel de gestion immobilier Abalmmo.

### Informatique

Hormis les tâches courantes liées aux applications métiers du service, les activités suivantes ont été développées en 2020:

- en collaboration avec le SOI, amélioration des outils de communication du service, en particulier ceux liés au télétravail qui a dû être mis en place dès la mi-mars;
- spécifications des outils du logiciel CareOffice pour la gestion du personnel d'entretien et des surfaces nettoyées;
- dans le cadre du projet GIMMO et en collaboration avec le SOI, poursuite des ateliers de formations et de spécifications en vue d'une mise en production en 2021.

## Service d'architecture (ARCH)

### Principales missions du service

- direction d'opérations de construction
- études diverses
- contrôle de mandats
- gestion de procédures d'appels d'offres et de concours
- conseils techniques et juridiques aux services communaux maîtres d'ouvrages
- inspection des constructions
- prévention des accidents dus aux chantiers
- prestations de conseil en matière du droit des marchés publics dans le domaine de la construction

### Effectif du personnel

#### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration architecture	6.60	6.60	6.60	5.80
Section analyses et inspection	9.20	8.50	9.20	7.90
Section études et construction	15.00	13.80	15.00	13.80
<b>Total service</b>	<b>30.80</b>	<b>28.90</b>	<b>30.80</b>	<b>27.50</b>

#### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>0.00</b>

**Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Administration architecture	8	6.60	7	5.80
Section analyses et inspection	9	8.50	9	7.90
Section études et construction	15	13.80	15	13.80
<b>Total service</b>	<b>32</b>	<b>28.90</b>	<b>31</b>	<b>27.50</b>

**Apprenti-e-s**

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Section études et construction	1	2
<b>Total service</b>	<b>1</b>	<b>2</b>

**Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	4	3
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
<b>Total service</b>	<b>4</b>	<b>3</b>

**Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>4</b>

**Formation**

En 2020, le service a accueilli deux stagiaires dessinateur-trice-s en bâtiment pour des durées de trois à cinq jours, et six stagiaires pour une journée. Ces jeunes ont été accompagnés dans la découverte du métier par un collaborateur directeur de travaux ou une collaboratrice dessinatrice.

Dans le cadre des mesures de soutien pour l'insertion professionnelle des jeunes, le Service d'architecture a créé une place d'apprentissage supplémentaire pour la rentrée 2020 et a engagé un 2<sup>e</sup> apprenti dessinateur en bâtiment.

**Evènements marquants**

Une des principales conséquences de la pandémie liée au Covid-19 a été l'arrêt des chantiers dont la Ville est maître d'ouvrage en mars 2020. Cette interruption ainsi que la mise en place des mesures sanitaires ont causé des retards sur la remise de certains bâtiments, notamment le stade de la Tuilière.

Le service a activement participé à la commission Arrêt de chantiers en collaboration avec le syndicat Unia et la Fédération vaudoise des entrepreneur-e-s. Celle-ci a été créée dans le but de délivrer une autorisation pour la reprise du travail sur les chantiers, en contrôlant les conditions d'hygiène et de sécurité sur les chantiers et celles prises par les entreprises. Elle a mobilisé quatre personnes du service durant six semaines et a traité 57 demandes. Le contrôle du respect des exigences sanitaires a été confié au responsable communal

de la prévention des accidents dus aux chantiers. Le service a également piloté le groupe de travail des services constructeurs pour définir les lignes directrices d'indemnisation des entreprises liées à la mise en place des mesures sanitaires liées au Covid-19. La situation sanitaire a également impacté les autres activités du service, particulièrement celles liées aux contrôles de fin de travaux et par conséquent la délivrance des permis d'habiter et d'utiliser.

## Principales activités 2020

### Organisation

L'organisation générale du Service d'architecture n'a pas été modifiée durant l'année 2020. Le système de management de la qualité a été principalement développé au niveau des processus opérationnels et de support, notamment au travers du déploiement de nouveaux outils et documents de gestion des affaires de la section analyse et inspection des constructions.

Début juin, le service a passé avec succès son second audit de surveillance de sa certification selon la norme ISO 9001. Aucune déviation n'a été identifiée lors de cet audit, qui a confirmé la bonne mise en œuvre du système de gestion et d'amélioration continue du service.

### Concours et groupes de travail

La cheffe du service a participé en tant que membre professionnel du jury au concours de projets d'architecture et de paysage pour la construction de la nouvelle usine de production d'eau potable de St-Sulpice, au concours de projets pour une œuvre artistique de Métamorphose, Plaines-du-Loup, pièce urbaine D (école et salle de gym) et au concours de projets pour une œuvre artistique du collège de Béthusy. Elle a également participé aux groupes de travail suivants: Commission paritaire pour le personnel communal (COPAR) et Cellule de coordination Pôle Gare.

### Amiante

La conduite du groupe amiante continue à être assurée par la cheffe du Service d'architecture, en étroite collaboration avec l'Unité environnement. Une intervention liée à un assainissement d'urgence a été nécessaire au Skate Park.

Cette année, l'accent a encore été mis sur la poursuite de la mise à jour de l'état de la situation des bâtiments communaux susceptibles de contenir de l'amiante.

Le groupe amiante et les délégués amiante de chaque service maître d'ouvrage (MO) se sont réunis à deux reprises. Un projet de panneau de chantier a été élaboré et mis en place sur les chantiers des bâtiments de la Ville. Il leur a également été rappelé les objectifs de remise à jour des dossiers amiante ou leur questionnement quant à leur validité, ainsi que la demande de mieux les répertorier dans la base de données. Cette mise à jour devra être terminée en juin 2021. Il leur a également été demandé de transmettre au groupe amiante les coûts estimatifs par objet à assainir afin d'avoir une vision du coût global à prévoir. En 2020, un directeur des travaux a suivi la formation de diagnostiqueur amiante.

### Développement durable

Le service est sensible au thème de la construction durable. L'adjoint de la cheffe de service, est membre en tant que représentante d'un service constructeur d'un maître d'ouvrage public du comité de l'association Eco-Bau, du groupe de travail Développement durable (GTDC) de la Direction générale des immeubles et du patrimoine (DGIP) du Canton de Vaud et du Comité de révision de la norme SIA 430 Gestion des déchets de chantier.

Le Service d'architecture est également le répondant pour la Direction LEA pour l'accessibilité universelle.

### Exposition

Le Service d'architecture de la Ville, la Fondation pour la Culture du Bâti (CUB) et la Fédération des architectes suisses (FAS) ont accueilli l'exposition du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de Haute-Savoie (CAUE74), «Franchir la Berge – Architecture, eau et regards sur les rives lausannoises». Celle-ci s'est tenue au Forum de l'Hôtel de Ville de Lausanne du 24 février au 14 mars 2020.

Cette exposition itinérante d'architecture se concentre sur les relations visuelles ou physiques établies par l'habitat (individuel et collectif et les équipements publics avec les étendues aquatiques. Sa version lausannoise contient des projets locaux et des problématiques propres à la ville.

En parallèle, un film documentaire «Lausanne – Plus lacustre qu'il n'y paraît» réalisé pour l'occasion par le Service d'architecture a apporté l'éclairage de spécialistes sur l'histoire des rives lausannoises et la manière dont le voisinage du Léman a spécifiquement façonné la ville. Des visites commentées de l'exposition et ateliers de médiation pour enfants ont également eu lieu ainsi que des conférences dînatoires.

## Marchés publics

Dans le cadre de ses activités de répondant des marchés publics dans le domaine de la construction, le Service d'architecture renseigne, conseille et accompagne les services maîtres de l'ouvrage pour les questions juridiques et administratives. Il assure également, au sein de la Ville, la gestion interne de la plateforme électronique de publication des appels d'offres (simap.ch).

Durant l'année 2020, le service a enregistré deux recours en matière d'attribution de marchés sur le projet La Rama II – Construction d'un bâtiment multi-usages. Le premier recours a été jugé irrecevable par la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal (CDAP) et le second retiré, par la CDAP, pour non-respect des conditions de forme.

Le développement du contenu de la page internet du Guide du mandataire s'est également poursuivi en 2020. Le guide regroupe toutes les données et la documentation mises à disposition des services maîtres de l'ouvrage, mandataires et prestataires externes dans le cadre de la gestion d'un projet de construction.

## Etudes et constructions

La section Etudes et constructions met ses compétences de planification et construction à disposition des services communaux maîtres de l'ouvrage (MO). Les prestations fournies comprennent pour l'essentiel:

- le conseil et l'accompagnement stratégique des services communaux maîtres de l'ouvrage;
- les études de faisabilité et de potentiel;
- l'organisation de concours d'architecture, d'œuvres d'art ou d'investisseurs;
- la mise en place d'appels d'offres pour différents marchés (prestations, services);
- la représentation du Maître de l'ouvrage, le suivi de mandats externes, la coordination et la gestion de projets de construction (pilotage);
- la planification, l'étude de projets, la réalisation et la direction de travaux pour les mandats internes;
- des expertises;
- le suivi des travaux de garantie.

Cette section possède une grande expérience dans la gestion de projets et dans la direction de projets de construction. L'ensemble de ses processus et documents de travail sont tenus à jour régulièrement par les collaborateur-trice-s et font partie du système qualité du service, certifié ISO 9001.

Les affaires traitées sont de nature extrêmement variée dans le type de programme et l'échelle des projets. Il peut s'agir de la construction d'un nouveau stade, de la transformation d'un bâtiment à haute valeur patrimoniale ou de la mise en conformité d'une école. Les collaborateur-trice-s sont appelés à déployer toutes leurs compétences pour diriger et accompagner les projets dans le respect des coûts, de la qualité et des délais.

La section est consultée par les maîtres d'ouvrages des services communaux en amont du lancement d'un projet, pour les conseiller dans la détermination de leurs objectifs et étudier la faisabilité de leurs intentions. Ces prestations représentent environ 60% des affaires traitées en interne. Il est clairement démontré que sollicitée à temps, la section peut ainsi apporter une réelle valeur ajoutée aux réflexions autour du projet pour garantir sa réussite.

### Bois et bois local

Fruits de la démarche amorcée l'année dernière pour la promotion de l'utilisation du bois local et grâce à l'organisation mise en place par la section, deux chantiers emblématiques ont démarré cette année. Assemblée en éléments préfabriqués, l'extension de 16 classes sur du Collège de Béthusy utilise du bois lausannois. Construit en entreprise totale, l'annexe du collège de l'Eglantine compte cinq classes et un APEMS. Le collège de Riant-Pré a été réalisé partiellement en bois.

Un membre de la section participe en tant que représentant d'un service constructeur d'un maître d'ouvrage public au groupe de travail Guide pratique propre bois avec le Canton de Vaud et Lignum.

### Participation aux groupes de travail

La section a activement participé au groupe de travail sur les préaux scolaires en amenant son expérience des bonnes pratiques et les références architecturales de qualité dans le but de donner des directions pour le futur des aménagements des préaux scolaires.

### Débuts de chantiers

Plusieurs chantiers de rénovation et de reconstruction ont pu démarrer malgré la pandémie. Deux chantiers de bâtiments scolaires, la rénovation du collège de St-Roch et la reconstruction de l'annexe du Collège du

Belvédère ont commencé ce printemps. Les travaux de rénovation et transformation du Théâtre de Vidy ont débuté avec la déconstruction partielle cet été. Début septembre, les travaux de la rénovation complète de l'immeuble sis aux Escaliers-du-Marché 27 – rue Pierre-Viret 5 (*ancien établissement public Le Barbare*) ont également démarré.

### Fin des travaux

Deux bâtiments importants ont été remis à leurs utilisateur-trice-s cette année. Le collège des Fiches était opérationnel pour la rentrée d'octobre 2020 et le nouveau stade de la Tuilière a accueilli son premier match le 29 novembre 2020, avec six mois de retard dus à la pandémie.

Les travaux de rénovation des toilettes publiques au Casino de Montbenon ont été achevés. La transformation des vestiaires du secteur sud pour le Service des parcs et domaines a été réalisée exclusivement avec des matériaux écologiques.

### Etat du financement des affaires traitées

A la fin de l'année, la section Etudes et constructions gère un portefeuille de CHF 389'302'000.-. Elle suit 67 affaires. Les mandats actifs sont les projets en cours avant bouclage des comptes.

Affaires en portefeuille	2019 en CHF	2020 en CHF
Crédits à voter (-38.2%)		80'885'000.-
Crédits votés (travaux en cours) (+19.7%)	130'864'000.-	308'417'000.-
<b>Total</b>	<b>388'531'000.-</b>	<b>389'302'000.-</b>

### Répartition de l'ensemble des mandats

Mandats	Nb	2019 en CHF	Nb	2020 en CHF
Externes – bureaux privés	35	279'234'000.-	24	294'977'000.-
Internes – Service d'architecture	48	17'633'000.-	43	13'555'000.-
<b>Total</b>	<b>83</b>	<b>296'867'000.-</b>	<b>67</b>	<b>308'532'000.-</b>

### Mandats actifs

Mandats	Nb	2019 en CHF	Nb	2020 en CHF
Externes – bureaux privés	35	279'234'000.-	24	294'977'000.-
Internes – Service d'architecture	48	17'633'000.-	43	13'555'000.-
<b>Total</b>	<b>83</b>	<b>296'867'000.-</b>	<b>67</b>	<b>308'532'000.-</b>
			<b>-14%</b>	<b>+19.7%</b>

Le nombre d'affaires traité par la section a diminué en 2020. 26 affaires d'un montant de CHF 28.4 millions ont été bouclées et 15 nouvelles affaires ont été ouvertes. Le volume financier des crédits votés gérés par les responsables de projets a augmenté.

Les affaires suivies comprennent des projets de diverses importances financières.

De manière générale, les affaires de grande importance financière sont confiées à des mandataires externes, qui nécessitent toutefois un pilotage et une coordination par les architectes chef-fe-s de projet de la section. La charge de travail varie en fonction de la complexité du mandat et des compétences des mandataires.

La situation des projets les plus importants au 31 décembre 2020 se présente comme suit:

### Projets à l'étude

#### Mandats externes

- route Aloys-Fauquez 1 – assainissement énergétique;
- rue Dr-César-Roux 5 – assainissement énergétique;
- cinéma Le Capitole – rénovation;
- Collège des Plaines-du-Loup (PPA1) – construction nouvelle;
- place de la Palud 5 – assainissement énergétique;
- place de la Palud 10-11 – assainissement énergétique;
- stade de la Pontaise – Athletissima.

#### Mandats internes

- chemin des Celtes 1, auberge de Sauvabelin – projet de rénovation;
- Collège de la Barre – organisation d'un appel d'offres mandat architecte;
- Collège de Montoie – assainissement;
- Centre de vie enfantine de Valency – organisation d'un appel d'offres mandat architecte;
- Maison des pêcheurs – construction nouvelle;

— Vallée de la Jeunesse, espace des inventions – assainissement des bétons et améliorations énergétique.

### Projets d'exécution, en chantier, en fin de travaux et en exploitation

#### Mandats externes

- Collège du Belvédère – construction nouvelle;
- Collège de Béthusy – construction nouvelle;
- Collège de l'Eglantine – extension; entreprise totale;
- Collège de Riant-Pré, quartier Les Fiches – construction nouvelle;
- Collège de St-Roch – assainissement du bâtiment;
- Centre de formation La Rama II – construction d'un bâtiment de service multi-usages;
- stade de football de la Tuilière – construction nouvelle;
- Théâtre de Vidy – rénovation et extension.

#### Mandats internes

- Casino de Montbenon – rénovation toilettes publiques;
- Casino de Montbenon – assainissement de la terrasse;
- Collection de l'Art brut – pavillon vestiaires;
- Escaliers-du-Marché 27 – rue Pierre-Viret 5 – rénovation du bâtiment;
- local SPADOM de la Maladière – transformation des vestiaires.

### Projets terminés (phase suivi des garanties)

#### Mandats externes

- Centre sportif de la Tuilière, neuf terrains de football – construction;
- Centre sportif de la Vallée de la Jeunesse – assainissement;
- Musée historique Lausanne – rénovation de la muséographie et création d'une buvette.

#### Mandats internes

- Bureau d'information aux parents (BIP) – transformation de la halte de la garderie et des bureaux;
- Camping de Vidy – toiture végétalisée;
- Centre de vie enfantine La Chenille – projet d'agrandissement;
- Collection de l'Art brut – ascenseur;
- Edicule de l'esplanade de Beaulieu – transformation;
- Service achat et logistique Ville – couverture du pont roulant;
- Service de protection et sauvetage, caserne – réorganisation des locaux.

### Nature des mandats actifs: mandats externes – bureaux privés

	Nb	2019 en CHF	Nb	2020 en CHF
Rénovations	9	25'950'000.-	9	59'599'000.-
Transformations	6	23'195'000.-	4	40'085'000.-
Constructions	11	190'534'000.-	8	194'363'000.-
Etudes, conseils, expertises	5	955'000.-	3	930'000.-
<b>Total</b>	<b>31</b>	<b>240'634'000.-</b>	<b>24</b>	<b>294'977'000.-</b>
			-22.5%	+22.6%

### Nature des mandats actifs: mandats internes – ARCH

	Nb	2019 en CHF	Nb	2020 en CHF
Rénovations	8	4'000'000.-	9	5'719'000.-
Transformations	9	3'022'000.-	3	950'000.-
Constructions	5	10'011'000.-	4	6'886'000.-
Etudes, conseils, expertises	21	0.-	23	0.-
<b>Total</b>	<b>43</b>	<b>17'033'000.-</b>	<b>39</b>	<b>13'555'000.-</b>
			-9%	-20.4%

### Répartition des dépenses

Affaires suivies par mandats	2019 en CHF	2020 en CHF
Externes – bureaux privés	24'893'180.-	28'520'222.-
Internes – Service d'architecture	10'888'515.-	12'342'951.-
<b>Total</b>	<b>35'781'695.-</b>	<b>40'863'173.-</b>
		+14%

## Analyse et inspection des constructions

### Analyse des projets et suivi de l'exécution

Le cadre de la mission de la section Analyse et inspection des constructions est régi par la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC) et le règlement d'application de la loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (RLATC). La section analyse en particulier les dossiers de demande d'autorisation (article 103 LATC) sous l'angle de l'article 86 LATC Esthétique et intégration, des articles 24 et 36 RLATC, respectivement les questions de risques de chutes et d'accessibilité universelle. A ces missions, s'ajoute la prévention des accidents de chantier, régie par le règlement cantonal de la prévention des accidents dus aux chantiers (RPAC).

Après l'obtention d'une autorisation, les architectes inspecteur-trice-s s'organisent et coordonnent divers contrôles en cours de chantier, y compris les conditions de préservation du patrimoine. Le respect de l'ensemble des conditions et charges fixées dans le permis de construire aboutit à l'octroi d'un permis d'habiter ou d'utiliser en vertu de l'article 128 LATC.

En raison de la crise sanitaire, la section a dû revoir certains de ses processus, plus particulièrement la circulation des dossiers papiers qui a été remplacée à près de 90% par une circulation numérique des demandes d'autorisations, ceci afin de pouvoir effectuer une partie des tâches en télétravail. Les visites de fin de travaux ont été réorganisées en fonction de l'importance des chantiers pour éviter un nombre trop important de participant-e-s ce qui a demandé une organisation et une adaptabilité supplémentaire.

Suite à la délivrance de permis de construire, des travaux sur les parcelles sises à la place Bel-Air 4 – rue Mauborget 5-7-9 sont en cours depuis 2011. Néanmoins ceux-ci n'ont jamais été exécutés sur une base régulière depuis lors. C'est pourquoi la Municipalité, en date du 15 août 2019, a décidé de retirer les permis de construire, les travaux n'étant pas réalisés dans les délais usuels (art. 118 al.3 LATC). Le propriétaire a recouru contre cette décision jusqu'au Tribunal fédéral (TF). En date du 27 août 2020, le TF a rejeté le recours et a donné raison à la Municipalité. La décision de retrait des permis est donc définitive et exécutoire et ne peut plus être remise en cause. Dès lors tout projet devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation.

Durant l'année 2020, le nombre de permis de construire délivré a diminué de près de 35 %.

Années	2018	2019	2020	
Autorisations délivrées (y compris permis complémentaires)		377	369	239

Le nombre de phases de contrôle de chantiers réalisées a diminué de près de 30%, de même que le nombre de permis d'habiter/permis d'utiliser délivrés.

Années	2018	2019	2020
Contrôle de chantiers réalisés	1961	1956	1399
Permis d'habiter et d'utiliser délivrés	410	340	242

La section Analyse et inspection des constructions participe également activement à la statistique trimestrielle de la construction (STC) par la mise à jour trimestrielle du Registre fédéral des bâtiments et des logements et à l'archivage des plans des projets de construction et de transformation, plans qui sont à disposition pour consultation durant cinq auprès du service, avant d'être transmis aux Archives communales.

Depuis 2019, la Commune a mis en place des mesures pour accompagner la mise en œuvre de la nouvelle technologie de téléphonie mobile 5G. La mission est non seulement de veiller à l'intégration paysagère des antennes dans le site, mais également de s'assurer en collaboration avec le Canton que les autorisations sont bien conformes à la législation. La section a examiné 24 dossiers en 2020, dont 11 ont reçus un préavis défavorable.

### Prévention des accidents dus aux chantiers

La prévention des accidents dus aux chantiers est régie par le règlement cantonal de la prévention des accidents dus aux chantiers et prévient toutes menaces et atteintes à l'intégrité physique et aux biens des voisin-e-s, des tiers ou de l'ensemble de la collectivité, en conciliant la sécurité des travailleur-euse-s et en évitant la mise en danger du public. Deux collaborateurs sont spécialement formés et leurs tâches spécifiquement dévolues à cette mission.

Durant cette année, en plus des contrôles habituels, 167 chantiers ont été contrôlés avec la Police de Lausanne afin de vérifier si les mesures de protection anti Covid-19 étaient appliquées:

Années	2018	2019	2020
Contrôle de grues	31	35	46
Accidents sur les chantiers nécessitant l'intervention de Police Secours	11	6	9

Le nombre d'accidents reste stable et il n'y a eu ni accident mortel, ni accident impliquant du public.

# Service des parcs et domaines (SPADOM)

## Principales missions du service

- mise en œuvre d'une politique d'agriculture urbaine, de nature, de paysages et d'aménagement de l'espace public
- entretien du patrimoine vert (360 ha de parcs, 1'900 ha de forêts, 770 ha de terres exploitées par l'agriculture, 35 ha de vignes et cinq cimetières) dans une recherche de cohérence et de consensus entre les besoins des usagers et les aspects écologiques, esthétiques et économiques
- application des règlements de protection des arbres sur l'ensemble du territoire communal
- préservation de l'attractivité sociale, culturelle et esthétique des espaces verts
- mise à disposition de compétences professionnelles dans le cadre d'études d'aménagements verts et de groupes de travail internes à la Ville

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Agriculture & Gest. Territoire	1.80	2.00	1.80	1.80
Ateliers	27.80	27.80	27.80	27.80
Bureau Esp. Public & Paysage	9.55	9.25	9.25	8.25
Cimetières	36.95	36.35	35.55	35.35
Conduite des Parcs	2.00	2.00	2.00	2.00
Direction – RH – Admin	18.50	18.20	20.50	18.10
Entretien bâtiments & Infrastructure	3.00	3.00	2.00	2.00
Etablissement horticole	19.60	19.40	19.40	19.20
Forêts	19.75	19.50	18.55	16.50
Nature	4.90	4.90	4.90	4.90
Parcs – sect. Ouest	39.10	39.10	40.10	38.60
Parcs – sect. Est	47.50	45.10	45.10	44.70
Parcs – sect. Sud	54.20	52.70	53.90	50.70
Police des chiens & Projets	2.50	2.50	2.50	2.50
Vignobles	13.30	13.30	13.30	11.80
<b>Total service</b>	<b>300.45</b>	<b>295.10</b>	<b>296.65</b>	<b>284.20</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>-3.80</b>

### Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Agriculture & Gest. Territoire	2	2.00	2	1.80
Ateliers	28	27.80	28	27.80
Bureau Esp. Public & Paysage	10	9.25	9	8.25
Cimetières	38	36.35	37	35.35
Conduite des Parcs	2	2.00	2	2.00
Direction – RH – Admin	21	18.20	21	18.10
Entretien bâtiments & Infrastructure	3	3.00	2	2.00
Etablissement horticole	20	19.40	20	19.20
Forêts	21	19.50	18	16.50
Nature	6	4.90	6	4.90

Parcs – sect. Ouest	40	39.10	40	38.60
Parcs – sect. Est	46	45.10	46	44.70
Parcs – sect. Sud	54	52.70	52	50.70
Police des chiens & Projets	3	2.50	3	2.50
Vignobles	14	13.30	12	11.80
<b>Total service</b>	<b>308</b>	<b>295.10</b>	<b>298</b>	<b>284.20</b>

### Apprenti-e-s

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Ateliers	1	1
Bureau Esp. Public & Paysage	1	1
Cimetières	2	1
Direction – RH – Admin	3	3
Etablissement horticole	3	3
Forêts	5	3
Parcs – sect. OUEST	1	–
Parcs – secteur EST	3	3
Parcs – secteur SUD	2	2
Vignobles	–	1
<b>Total service</b>	<b>21</b>	<b>18</b>

### Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	18	8
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
<b>Total service</b>	<b>18</b>	<b>8</b>

### Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	2
Décès	–
Démission	6
Départ à la retraite	9
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	–
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
Licenciement reconversion ext.	–
<b>Total service</b>	<b>18</b>

## Evènements marquants

Sans surprise, la première vague du Covid-19 a modifié le fonctionnement du SPADOM. L'organisation du travail des équipes de terrain en tournus avec la décision de reporter certaines tâches et d'en renforcer d'autres (inhumations), ainsi que la mise en place du télétravail pour le personnel de bureau ont été les priorités du printemps 2020. Le service a également dû gérer le manque de personnel auxiliaire étranger (pour les effeuilles dans les vignes) en mobilisant les forestier-ère-s et les jardinier-ère-s pour ce travail. Finalement, durant l'été, les parcs de la Ville ont subi une très forte pression du public liée à la diminution des habituels départs en vacances durant cette période. En automne, le nombre d'absent-e-s malades du Covid-19 ou en quarantaine a complexifié la gestion courante du service.

Autre conséquence de la pandémie, de nombreuses manifestations ont dû être annulées (Fête de la nature, plogging, exposition au Forum de l'Hôtel de Ville) ou fortement adaptées (Marché Pro Specie Rara, un arbre un enfant, la Mise des vins, etc.).

Les deux événements les plus marquants pour le service ont été la réorganisation de l'unité Vignobles, avec l'externalisation de certaines tâches et une direction de l'unité modifiée, ainsi que le processus de labellisation VilleVerte Suisse, qui a mobilisé tout le service aussi bien lors de la récolte d'informations que durant l'audit.

## Principales activités 2020

Janvier	— Encouragement à l'aménagement naturel des espaces verts en mains privées au travers d'un programme de subventions
Mars	— Création d'une pépinière de plus de 300 arbres et arbustes de différentes essences aux Plaines-du-Loup
Avril	— Fleurissement surprise de plus de 120'000 bulbes de jonquilles ou de tulipes plantés à l'automne 2019 dans les parcs et les espaces verts
Mai	— Ouverture de la place de jeux du Château de Beaulieu
Juin	— Adhésion de la Ville de Lausanne au Pacte de Milan — Haubanage du tilleul de Bon-Abri
Juillet	— Récolte de 544 kg de miel de la Ville – le record depuis la création du rucher — Lancement des Jardins de poche
Août	— Vendange de médailles issues des concours viticoles en l'honneur des Vins de Lausanne — Offre de paniers d'agriculture contractuelle de proximité proposée aux collaboratrices et collaborateurs de la Ville de Lausanne
Septembre	— Pressoir public à la ferme de Cery — Ouverture de la place de jeux des Bossons — Audit en vue de la labellisation VilleVerte Suisse
Octobre	— Plantation filmée de la 20 <sup>e</sup> édition d'Un arbre, un enfant et plantation d'un chêne commémoratif à Sauvabelin — Test d'un ambitieux système de fosses de plantations filtrantes permettant de gérer une partie des eaux de ruissellement de la ville au bénéfice de nouvelles plantations d'arbres urbains — Convention européenne du paysage et adoption en ligne de la Déclaration de Lausanne — Présentation du concours Nature en Ville, édition 2020-2021 — Rue de la Pontaise 15 – une nouvelle vie et un nouveau parc pour l'ancienne Ecole Piotet
Novembre	— Plant'action 100 arbres – 100 arbres plantés en une journée à Lausanne
Décembre	— Virtualisation de la 218 <sup>e</sup> Mise des vins – achat en ligne sur la base de prix fixes — Présentation du film «Lausanne, Ville pionnière de la gestion bio & biodynamique des parcs & domaines» via les réseaux sociaux de la Ville

## Administration, communication, projets et RH

L'unité Administration a géré les tâches administratives, de comptabilité et de coordination pour la direction et les divisions du service. En 2020, sa responsable a dû réorganiser les tâches de comptabilité du service, notamment la gestion des bons de commande.

La mission de l'unité Communication est de mettre en valeur les activités du service: les manifestations grand public, les expositions, les diverses inaugurations liées à l'espace public et les activités offertes à la population, etc. Conséquence de la pandémie, un certain nombre de manifestations ont dû être annulées mais les projets de valorisation des produits de la Ville ont continué à se développer (vins, bière, projets

Lausanne à table), de même que ceux sur l'espace public (fleurissement, plantations d'arbres, jardins de poche, etc.).

L'unité Projets a permis de développer de nombreux projets transversaux: son responsable a notamment géré tout le processus de labellisation VilleVerte Suisse. Il a également soutenu les unités vignobles et agriculture et gestion du territoire en développement par exemple des mesures post-Covid-19 visant à soutenir les producteurs locaux, ainsi que les restaurateurs de la place.

L'unité RH a géré les affaires du personnel du service, incluant les suivis de situations problématiques de santé, tout en assurant l'encadrement des 18 apprenti-e-s, des 37 stagiaires (stage découverte, ETSL, Orif, OSEO, Repuis, AI, LIFT, validation entrée HES) et des 22 auxiliaires. L'unité RH a également géré 14 engagements, dont sept apprenti-e-s, en 2020.

### **Santé et sécurité au travail**

Le responsable santé et sécurité au travail a accompagné divers projets tels que: la mise en place d'un concept de sécurité des domaines agricoles accueillant des élèves lausannois-e-s pour des activités à la ferme; une stratégie des contrôles de sécurité et d'entretien des places de jeux lausannoises; la mise à jour du concept de sécurité pour l'ensemble du patrimoine arboré de la Ville; l'élaboration d'un concept d'entretien spécifique pour le Parc du Jorat; un accompagnement de l'établissement horticole pour déterminer des procédures d'utilisation de nouveaux produits biologiques en remplacement des produits phytosanitaires de synthèse; la mise aux normes des systèmes de chauffage et mises aux normes incendie/sécurité dans les domaines viticoles et agricoles ainsi qu'au Boscal. Depuis le début de la crise sanitaire, le responsable a intégré la Task force Covid-19 du service et a fonctionné comme personne de liaison avec l'EM-DIAM. Il a également géré la formation continue des employé-e-s en matière de sécurité et de santé au travail.

### **Bureau d'intégration canine et de la police des chiens (BICan)**

L'activité générale 2020 du Bureau d'intégration canine et de la police des chiens (BICan) a principalement été marquée par les sphères d'influence suivantes:

- une légère augmentation des affaires traitées en regard de l'exercice précédent;
- une stabilité s'agissant des cas de morsures, mais avec une augmentation des cas impliquant des enfants;
- une légère augmentation des annonces de chiens listés.

La population canine lausannoise a officiellement augmenté de 12% depuis 4 ans et de 36% depuis 10 ans.

## **Bureau espace public et paysage (BEPP)**

La mission principale du BEPP consiste à mettre en scène et assurer la cohérence des différentes politiques du service dans le cadre des planifications urbaines et l'aménagement de l'espace public.

Concrètement les prestations 2020 du BEPP ont concerné les domaines d'activités suivants:

### **Planification urbaine**

- contributions à la révision du plan d'affectation communal (PACom) et son volet nature et paysage;
- contributions à la rédaction du rapport-préavis N° 2020/54 («*Plan climat: base de la politique climatique de la Ville de Lausanne*»), au développement de la stratégie municipale du patrimoine arboré et des principes d'arborisation en Ville, au développement d'un modèle vertueux de fosse de plantation et de rétention des eaux;
- suivi des grands projets lausannois, via le coordinateur grands projets pour le projet Métamorphose (finalisation des abords du stade de la Tuilière, lancement des chantiers aux Plaines-du-Loup, pour les axes forts de transports publics (adaptations du projet du tram t1 et PP6, pré-études m3), pour l'unité Pôle Gare (développement du projet de la place de la Gare, l'enquête publique du quartier des Fleurettes, le suivi du projet de Plateforme 10 et du plan d'affectation de la Rasude).

### **Réalisation d'études et de projets dans les espaces publics**

- parcs – parmi les projets en cours d'étude figurent le parc de la Brouette, la fontaine ludique de Montbenon, les promenades de Montalègre et le futur parc à vocation agricole de Victor-Ruffy, les plans de gestion des parcs de Mon-Repos et de l'Hermitage ont été élaborés. L'aménagement du petit parc de la Pontaise 15 s'est terminé en 2020 alors que les chantiers du Jardin de plaisance du Désert et du Parc des Fiches sont bien engagés et seront finalisés au printemps 2021;

- rues et places – plusieurs projets d'aménagement ont été mis à l'enquête publique, en particulier le plateau de Sévelin, la liaison de mobilité douce dans le Coteau de Cour et celle entre Bellevaux et Sauvabelin; l'arborisation de l'avenue Victor-Ruffly est en cours d'étude et celle de Montoie, de Mon-Repos et du Tribunal-Fédéral est en chantier, la placette sise au sud de la BCV à la place St-François a été aménagée sur la base du projet de Lausanne Jardins 2019;
- places de jeux – on peut relever la création de nouvelles places de jeux au Château de Beaulieu, aux Bossons et au Champ du Grand-Chêne, celles de La Solitude, de Mon-Repos et de l'Esplanade de Montbenon sont en cours d'étude en vue d'une réalisation en 2021;
- plantages – les potagers des Falaises et des Vanils ont été réalisés et remis chacun à une association d'habitant.e-s riverain.e-s chargés d'assurer la gestion de ces plantages; les plantages du Coteau de Cour et de la Solitude sont en cours d'étude. Au vu de la situation sanitaire, la conduite d'ateliers de sensibilisation au jardinage biologique dans les plantages a été fortement limitée cette année;
- fleurissement – plusieurs actions de fleurissement surprise ont été engagées, notamment la plantation de 120'000 bulbes à l'automne 2019 et qui ont fleuri au printemps 2020 et une plantation de bulbes organisée cet automne avec la participation d'associations de quartier et de collectifs d'habitant.e-s.

### Manifestations diverses

- clôture de l'édition 2019 de Lausanne Jardins, dont diverses actions de pérennisation de jardins et préparation de la prochaine édition prévue en 2024;
- participation à l'organisation des 20 ans de la Convention européenne du paysage et du Congrès suisse du paysage qui devaient se tenir à Lausanne le 20 octobre et qui pour les raisons sanitaires liées au Covid-19 ont eu lieu sous une forme virtuelle.

## Domaines et patrimoine

### Agriculture et gestion du territoire (AGT)

L'unité AGT a poursuivi la mise en œuvre des axes de la Politique agricole urbaine définie dans le rapport-préavis N°2018/09 («*Politique agricole urbaine: des balcons aux champs*»). Les travaux les plus importants réalisés sur les domaines agricoles ont été les suivants:

- un nouveau hangar à machines a été inauguré fin août 2020 sur le domaine de la Villaire à Echallens;
- des travaux d'aménagement dans l'ancienne écurie de la ferme de la Blécherette ont pu être réalisés afin d'accueillir l'équipe agricole de la Ville et sa centaine de moutons;
- sur le domaine du Chalet-de-la-Ville des aménagements ont été réalisés afin de sécuriser les lieux, notamment pour ce qui concerne l'accueil des classes. Un espace de récréation a été aménagé exclusivement pour les enfants. Des panneaux solaires ont été installés par SI-REN S.A. en août 2020 sur le toit du rural. Ils devraient produire environ l'équivalent de la consommation électrique du domaine;
- sur le domaine des Saugealles, les travaux de démantèlement du biogaz se sont terminés par la mise en service d'un nouveau chauffage à bois (plaquettes forestières). La façade sud du domaine a été assainie;
- sur le domaine de Rovéréaz, des travaux de gestion des écoulements d'eau, de réfection des services, de réhabilitation de source ont été réalisés.

Par ailleurs, des rencontres ont été organisées avec les fermiers et les grands locataires du patrimoine agricole de la Ville pour les accompagner vers une exploitation de plus en plus durable des domaines de la Ville.

En 2020, trois hectares de plus qui ont été convertis en mode d'exploitation BIO et 21 hectares de plus qui sont passés en mode d'exploitation zéro phyto de synthèse, c'est-à-dire sans engrais ni produits phytosanitaires de synthèse.

Pour ce qui est des réalisations de projets directement sous l'étiquette de l'agriculture urbaine, on peut citer:

- le lancement de l'opération Jardins de poche qui vise à permettre au lausannois.e-s de cultiver des petits espaces du domaine public via des permis de végétaliser délivrés en étroite collaboration avec la division Nature. Cette opération a permis la réalisation de six jardins de poche potagers en Ville;
- en étroite collaboration avec le Service des écoles primaires et secondaires, la poursuite du programme de réalisation de jardins pédagogiques en milieu scolaire

- qui a vu l'aménagement de jardins et de bacs potagers dans cinq établissements scolaires;
- l'acquisition par la Ville d'un pressoir qui a été installé sur le site de Cery, avec une vocation de pressoir public. L'exploitation de ce pressoir a été confiée à la Coopérative L'autre temps qui œuvre dans la réinsertion sociale, notamment à Rovéréaz. Environ 80 client-e-s privés ont apporté leurs fruits pour une production totale de près de 4'000 litres de jus en deux mois;
  - la mise en œuvre de deux mesures post-Covid-19 à savoir le lancement d'une offre de paniers de fruits et légumes de la région destinées aux employé-e-s de la Ville et la publication d'un appel visant au soutien et à la promotion de structures d'agriculture contractuelle de proximité qui desservent le public lausannois.

De plus, la Ville de Lausanne a adhéré au Pacte de Milan qui relie entre elles 200 villes du monde engagées pour une alimentation durable et a accueilli en septembre à l'Orangerie une étape du Slow festival 20, festival itinérant de la transition écologique en Suisse.

### **Entretien des bâtiments et infrastructures**

Au sein des parcs, les collaborateur-trice-s de l'unité ont poursuivi divers travaux d'entretien courant, de rénovation de canalisations et de récoltes des eaux, notamment sur le site de Vidy et sont venus en appui dans le cadre du dossier des poubelles enterrées. Dans les cimetières, l'unité a poursuivi les études pour la rénovation et le réaménagement du bâtiment de la route de Chavannes 4 au cimetière du Bois-de-Vaux I, dans le but de mettre en conformité les locaux et de regrouper des équipes de jardinier-ère-s.

L'unité Entretien des bâtiments et infrastructures a mené les nombreux travaux d'entretien courant dans les domaines agricoles. Différents travaux ont été réalisés dans les vignobles.

Des travaux ont été entrepris pour l'amélioration acoustique des bureaux de la maison de paille et pour la rénovation des surfaces extérieures autour du site du Boscal comprenant une phase de tests de différentes superstructures perméables carrossables.

### **Forêts**

Les épisodes caniculaires se succèdent depuis plusieurs années et mettent en péril les peuplements de hêtres, principalement dans les forêts urbaines. Les coupes de l'automne 2020 sont marquées par l'abattage de nombreux hêtres qui ne peuvent être conservés vu leur état sanitaire déficient.

Une part importante du bois de service coupé en 2020 est destinée aux constructions communales (futures écoles de Béthusy et des Plaines du Loup) et à l'emploi de bois pour les besoins du service (domaines du Chalet-de-la-Ville et de Rovéréaz).

L'unité a continué à travailler au développement du projet de Parc naturel du Jorat. Les premières mesures sur le terrain ont été réalisées durant cet automne en partenariat avec les responsables du projet de parc naturel périurbain. L'accueil des classes est un élément positif et marquant de cette nouvelle collaboration.

Plusieurs glissements de terrain ont été réparés durant l'année avec l'aide de subventions cantonales et fédérales.

### **Vignobles**

En 2020, une nouvelle stratégie des vignobles a été validée par la Municipalité, avec comme principaux changements la commercialisation assurée majoritairement par un représentant externe, ainsi que l'externalisation de la logistique.

Malgré la crise sanitaire, la culture viticole a pu suivre son rythme, avec l'aide ponctuelle des autres unités du service. Par contre, en matière de commercialisation, la crise a rendu les ventes difficiles, notamment en raison de la fermeture des cafés-restaurants et une activité fortement diminuée de l'hôtellerie. La situation a pu être partiellement compensée grâce à une intensification des actions auprès des particuliers et de la grande distribution. La 218<sup>e</sup> Mise des vins a eu lieu de manière virtuelle avec un formulaire de commande en ligne. Elle a été complétée par une offre sur le site QoQa.ch qui proposait des cartons panachés (des vins de plusieurs domaines dans le même carton).

Les vendanges ont débuté fin août dans les deux domaines viticoles de la Côte et début septembre dans les trois domaines en Lavaux. La météo de l'année a permis de belles maturités. La quantité de récolte est légèrement plus basse que les volumes attendus sur ce millésime.

A La Côte, le programme de rationalisation des parcelles se poursuit, 4'000 m<sup>2</sup> de Chardonnay ont été plantés, 3'000 m<sup>2</sup> de Chasselas ont été sur-greffés avec du Gamay et 2'000 m<sup>2</sup> de Mara avec du Pinot Noir.

En Lavaux, des essais d'engrais verts dans les vignes ont continué sur de plus grandes surfaces (env. 20'000 m<sup>2</sup>), permettant la réduction d'utilisation d'herbicides.

Au niveau des infrastructures, à l'Abbaye de Mont, les travaux de mise aux normes des logements des auxiliaires et les aménagements au Château Rochefort pour l'œnotourisme sont terminés. Les chauffages ont été remplacés au Clos des Moines et les sanitaires des logements auxiliaires ont été rénovés au Clos des Abbayes.

## Entretien, production et maintenance

### Ateliers

Les ateliers remplissent leur rôle de soutien aux diverses entités du service. Pendant le semi-confinement du printemps, l'unité a pu remplir la plupart des tâches programmées. Les fontaines ont été sécurisées, les places de jeux et le parc de véhicules et de machines ont été entretenus. De plus, l'unité a fabriqué et installé des séparations en plexiglas pour les bureaux des services de la Direction LEA qui en ont fait la demande. Durant le reste de l'année, les ateliers ont participé notamment à la pose des éléments techniques permettant la mise en service des poubelles compactantes du parc du Bourget, à la rénovation du parc du Désert, ainsi qu'à l'aménagement du parc des Fiches.

### Cimetières

Le service au public a été impacté durant le semi-confinement, par la réduction du personnel de mi-mars à mi-mai. Cela a eu pour conséquence de ne pouvoir honorer toutes les plantations de printemps pour les tombes au bénéfice d'un abonnement d'entretien annuel, ainsi qu'une diminution de l'entretien général. La situation est revenue à la normale durant l'été.

En 2020, l'unité des cimetières a acquis une machine à eau chaude haute température, actionnée avec un moteur électrique, afin d'aider le personnel dans la gestion des herbes indésirables. Cet achat entre parfaitement dans les objectifs de la charte du service.

L'intensification de l'emploi de produits naturels élaborés au sein du service se poursuit avec de très bons résultats sur l'état sanitaire des végétaux. La dynamisation des écosystèmes du sol à la suite de la mise en place de bois raméal fragmenté (mélange non composté de résidus de broyage de rameaux de bois) est une grande réussite et favorise la végétation pérenne des cimetières.

Malgré un gros travail dû à la situation sanitaire, l'équipe aménagements et inhumations a réussi à terminer le réaménagement d'une section de tombes à la ligne pour corps, au cimetière du Bois-de-Vaux II.

### Etablissement horticole (EH)

L'unité Etablissement horticole continue sa transformation afin de produire des plantes avec un minimum d'empreinte carbone. La recherche visant à obtenir un milieu de culture riche en vie active est au centre des préoccupations. L'unité développe ses propres apports nécessaires aux plantes, tant au niveau de la nourriture que de la défense contre les ravageurs. La gestion et l'amélioration des climats de culture diminuent considérablement la consommation d'énergie de chauffage. La pépinière cultive un grand nombre d'arbres fruitiers plantés dans les parcs de la ville.

### Parcs

La crise sanitaire a fortement impacté l'unité Parcs de par l'absence de collaborateurs-trice-s malades, le travail en tournus, l'aide dans les vignobles (effeuilles et vendanges) et la très forte pression dans les parcs durant l'été, augmentant les heures nécessaires pour le ramassage des déchets. Néanmoins, l'unité a fait son possible afin de maintenir ses missions principales et s'assurer que le service à la population n'en soit pas affecté.

En plus de la collaboration régulière avec les autres unités du service (pour les manifestations organisées par le service, les objectifs de la charte du service, etc.), les projets réalisés sont les suivants.

Dans le cadre du préavis N° 2015/32 («*Qualité de vie dans les parcs lausannois*»), un essai de zone de tri avec benne compactante a été effectué dans le parc du Bourget et dans le parc situé à côté du Théâtre de Vidy. Ce dispositif a fait l'objet d'une évaluation positive. Dès lors, en 2021, le SPADOM procédera à l'acquisition de quatre bennes compactantes supplémentaires.

En 2020, l'exploitation agricole de Sauvabelin a été reconnue comme exploitation agricole biologique et ce dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021. D'autre part, une partie des bâtiments de la ferme de la Blécherette accueille désormais le cheptel de moutons.

L'unité a repris la charge d'entretien extérieur du centre sportif de la Tuilière, y compris les aménagements extérieurs du stade, tout en y garantissant la sécurité et un entretien écologique adéquat.

Un local a été rénové pour les employé-e-s des équipes de la Maladière et de la Vallée de la Jeunesse.

## Nature

La mission de la division Nature est de maintenir, développer et faire connaître la biodiversité en ville. La division a poursuivi en 2020 la mise en œuvre des axes du concept directeur Nature en ville tel que définie dans le rapport-préavis N° 2018/42 («*Concept directeur «Nature en ville» de la Commune de Lausanne*»).

La végétalisation d'ouvrages s'est poursuivie durant toute cette année malgré la crise sanitaire. Le SPADOM a procédé à l'habillage végétal de huit murs par plantation en pied ou en haut de façades. La subvention municipale a permis la végétalisation de trois toitures privées et des échanges à propos de

quatre nouveaux projets qui seront déposés en 2021 (Théâtre de Vidy, Chavannes sport, Caserne de la Vigie, Tribunal cantonal) ont démarré.

Une directive municipale attribuant des subventions aux privés pour la réalisation d'aménagements nature a été lancée en janvier 2020. Celle-ci permet d'améliorer les espaces verts au pied des immeubles en termes de biodiversité. Deux projets ont été réalisés et sept sont en cours d'attribution.

Les lauréats de la deuxième édition du concours Nature en Ville ont mis en œuvre leur projet Comm'une Allée Verte égayant la rue de la Tour par du mobilier végétalisé très apprécié des riverain-e-s.

La division continue sa contribution aux réflexions concernant le Plan climat, ainsi qu'à la sauvegarde des espaces verts et la mise en place du réseau écologique au sein du plan d'affectation communal (PACom).

### Patrimoine arboré

La mise en œuvre des axes de la Stratégie du patrimoine arboré et forestier de la Ville de Lausanne s'est poursuivie durant l'année. L'action de plantation de 100 arbres en un jour, menée avec l'unité Parcs, a eu lieu le 20 novembre. Cette initiative marque un point de départ stratégique et sera suivie d'autres actions de plantations à l'avenir, afin d'augmenter la canopée urbaine pour favoriser la biodiversité et contrer les effets des îlots de chaleur.

Le vénérable tilleul de Bon-Abri peut continuer à trôner en toute sécurité sur son belvédère grâce à la mise en place d'un ingénieux système de renforcement. La Ville confirme ainsi la continuité de la mise en œuvre des mesures pour l'accompagnement et la conservation de ses arbres remarquables.

Une étude sur l'évolution du potentiel des arbres cultivés en ville de Lausanne dans le contexte des changements climatiques pour l'horizon 2070 a démarré et permettra de fournir une aide à la décision pour le choix des essences d'arbres.

En dehors des zones forestières, 809 arbres ont été plantés en 2020 dans les espaces verts sous gestion du SPADOM, contre 948 en 2019, et 279 arbres ont été abattus, contre 281 en 2019.

En 2020, 209 affaires liées à l'état sanitaire des arbres sur des parcelles privées ont été traitées, contre 223 en 2019. Elles ont concerné 277 arbres contre 360 en 2019. La plupart de ces demandes étaient fondées et leur analyse minutieuse a conduit à 240 autorisations d'abattage, contre 316 en 2019.

## Préavis

Le SPADOM a rédigé le rapport-préavis N° 2020/11 («*Stratégie de développement des espaces verts publics dans les quartiers Nord-Est*») et le préavis N° 2020/40 («*Travaux de rénovation et de réhabilitation des parcs et domaines – Crédit-cadre annuel 2021*»). Il a également collaboré à la rédaction du rapport-préavis N° 2020/54 («*Plan climat: base de la politique climatique de la Ville de Lausanne*»).

# Service d'organisation et d'informatique (SOI)

## Principales missions du service

Rechercher des solutions de rationalisation de l'administration communale et formuler des propositions visant à:

- faciliter l'exécution de ses missions et de son fonctionnement
- contribuer à l'amélioration continue de la qualité des prestations délivrées aux usager-ère-s
- favoriser la productivité des services par une meilleure absorption de l'accroissement des tâches communales, en limitant l'augmentation globale des effectifs
- promouvoir une politique globale des technologies de l'information dans l'administration communale par la mise en place et la gestion d'une infrastructure commune, la définition de standards, le développement de projets coordonnés, en assurant la maîtrise des technologies et des coûts
- fournir au personnel des outils de travail et de communication efficaces, en assurant une évolution à long terme des technologies de l'information et en rentabilisant les investissements (équipements techniques et solutions logicielles)
- soutenir les processus de décision avec des données fiables et de qualité
- conduire tous projets impliquant un échange de données ou une collaboration par des moyens informatiques avec les instances cantonales ou fédérales

## Effectif du personnel

### Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Concept. – Transform. Solution	20.40	19.60	22.50	22.40
Direction SOI	4.80	4.80	7.40	7.30
Gouvernance-Serv.Transversaux	9.65	7.55	8.75	8.70
Infra., exploitation, support	38.80	36.00	38.20	35.30
Numérisation – Relation Client	9.80	8.80	8.55	8.50
<b>Total service</b>	<b>83.45</b>	<b>76.75</b>	<b>85.40</b>	<b>82.20</b>

### Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020
<b>Total service</b>	<b>+1.95</b>

### Personnel fixe (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Unité administrative	31 décembre 2019		31 décembre 2020	
	nb	ept	nb	ept
Concept. – Transform. Solution	20	19.60	23	22.40
Direction SOI	5	4.80	8	7.30
Gouvernance-Serv.Transversaux	9	7.55	10	8.70
Infra., exploitation, support	37	36.00	36	35.30
Numérisation – Relation Client	10	8.80	10	8.50
<b>Total service</b>	<b>81</b>	<b>76.75</b>	<b>87</b>	<b>82.20</b>

### Apprenti.e-s

Unité administrative	31 décembre 2019	31 décembre 2020
	nb	nb
Concept. – Transform. Solution	1	1
Infra., exploitation, support	4	4
Numérisation – Relation Client	3	1
<b>Total service</b>	<b>8</b>	<b>6</b>

### Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2020	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	8	15
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
<b>Total service</b>	<b>9</b>	<b>15</b>

### Motifs des fins d'emploi (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	5
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
<b>Total service</b>	<b>8</b>

## Evènements marquants

Pendant le premier semi-confinement liée au Covid-19, le SOI a été particulièrement sollicité afin de permettre le télétravail sur une large échelle et d'apporter son support au personnel qui n'avait pas l'habitude de travailler à distance. La réponse de l'exploitation informatique à cette pandémie a été un élément clef, grâce aux mesures suivantes:

- le renforcement de la plateforme de télétravail: augmentation de 500% des connexions simultanées avec jusqu'à 2'300 connexions concurrentes;
- le déménagement et la mise à disposition de matériel pour les collaborateur-trice-s: plus de 600 équipements;
- le déménagement virtuel des centres d'appel: plus de 10 centres d'appel mis en place – DIAM, SIL, etc.;
- le support informatique avec un guichet technique étendu et un centre d'appel renforcé.

Fin juillet, le chef de service a quitté la Ville afin de poursuivre une carrière dans le privé. L'intérim a été assuré par une cheffe de division, en attendant l'arrivée en septembre 2020 de la nouvelle cheffe de service.

Malgré tout, le SOI a pu apporter une continuité de service à tous les usager-ère-s de la Ville et les projets n'ont pas subi d'impact important.

## Principales activités 2020

### Processus Numérisation et relation clientèle

La division Numérisation et relation client (NRC) est responsable des processus relatifs à l'accompagnement des services de la Ville dans l'évolution de leur système d'information (SI) en lien avec la transformation numérique. Elle est aussi responsable de la sauvegarde du patrimoine culturel par la dématérialisation des œuvres des musées communaux.

#### Transformation numérique

La Municipalité a validé les lignes directrices pour la transformation numérique et demandé au SOI de consulter l'ensemble des services sur ce sujet. Il s'agissait d'établir les besoins des services et de proposer une stratégie pour la transformation numérique. La consultation a eu lieu et la stratégie est en cours de rédaction.

Dans le cadre des journées du digital organisées au niveau suisse par l'association DigitalSwitzerland, le SOI, en collaboration avec des représentant-e-s de chacune des directions de la Ville, a organisé une série d'événements ouverts à la population afin de stimuler la transformation numérique. En 2020, la Ville a poursuivi sa collaboration avec l'association DigitalSwitzerland et a organisé ou co-organisé trois événements le dernier jour des Digital Days le 3 novembre 2020.

Afin de mieux valoriser les réalités de la transformation numérique, une rubrique appelée Lausanne numérique a vu le jour sur le site internet de la Ville. Cette rubrique recense les projets en cours, documente les réalisations et présente les résultats des démarches de collaboration, de participation ou d'innovation entreprises dans le domaine du numérique.

#### Gestion de la relation avec les services et la clientèle externe

Plusieurs solutions ont dû être étudiées et mises en œuvre pour répondre aux impératifs liés à la pandémie. Dans le domaine de l'accueil du public, la solution Agenda.ch a été retenue et mise en œuvre pour permettre la réservation de créneaux horaires et éviter les files d'attente. La solution SafeTracing a été sélectionnée pour gérer la traçabilité lors de l'accueil physique de la population. De plus la division a été très impliquée dans la mise en place des bons Enjoy Lausanne pour l'encouragement à la consommation locale.

Les principaux clients externes restent TRIDEL S.A., l'Opéra de Lausanne, neo technologies S.A., l'Université Populaire de Lausanne, la CPCL, EOS Holding S.A., EPURA S.A., LFO S.A. et le Centre sportif de Malley. Toutes ces entités publiques ou parapubliques reçoivent contre facturation des prestations informatiques analogues à celles dont bénéficient les services de l'administration communale en matière d'infrastructure et de bureautique.

Le SOI donne également des accès et/ou l'hébergement d'applications informatiques diverses aux entités suivantes: les villes de Pully, Lancy et Sion, les communes de Renens, Bussigny, Ecublens, Crissier, Chavannes, Saint-Sulpice, Epalinges, aux t-l, CFF, Bureau du SDOL et LFO S.A.

#### Gestion des données

Lancé en 2019, le programme de gestion des données disponibles dans les systèmes d'information de la Ville a démarré en 2020. Ce programme a pour but d'utiliser ces données de qualité, collectées en toute transparence, afin

d'aider à la prise de décisions relatives à la gestion de la Ville. Un deuxième axe concerne la récolte et le traitement des informations provenant des capteurs techniques (consommation d'électricité, bruit, pollution, etc.), qui pourront donc avoir des répercussions positives sur la vie quotidienne des habitant·e·s.

### Sécurisation du patrimoine culturel muséal

L'Atelier de numérisation dispose d'un outil de travail très performant et a livré plus de 95'000 images aux différents musées de la Ville en 20 ans d'existence. On notera que les musées détiennent dans leurs collections 100'000 pièces qui n'ont pas encore été numérisées à ce jour.

Dématérialisation d'œuvres	2019	*2020
Musée historique de Lausanne	45%	62%
Collection de l'Art Brut	35%	32%
Musée d'art contemporain	10%	4%
Collection d'art de la Ville de Lausanne	5%	1%
Musée romain de Lausanne-Vidy	5%	1%
<b>Total d'œuvres</b>	<b>6'000</b>	<b>5'800</b>

\*A noter la fermeture de l'Atelier de numérisation pendant deux mois durant le premier semi-confinement.

## Processus Concevoir les solutions

La division Conception et transformation des solutions (CTS) délivre les solutions informatiques en suivant la méthodologie de gestion de projet de la Confédération, HERMES.

Ressources affectées à la gestion de projets	2019	2020
Projets clôturés dans l'année	57	70
— dont des projets de rénovation	12	12
Projets en cours simultanément en moyenne	42	46

Années	2019	2020
Personnel SOI en jours	2'440 = 11.0 ept	1'716 = 7.8 ept
Personnel externe en jours	1'470 = 6.7 ept	748 = 3.4 ept

### Développement de la cyberadministration

Actuellement, plusieurs formulaires sur le site [www.lausanne.ch](http://www.lausanne.ch) permettent aux utilisateur·trice·s d'entrer en contact avec les services administratifs de la Ville. La solution actuelle présente cependant plusieurs défauts (mélange de technologies, traitement archaïque des résultats, manque de sécurité des données sensibles, pas de suivi de processus).

Les formulaires sont un outil important pour assurer l'interaction de l'administration communale de Lausanne avec les habitant·e·s, les entreprises et d'autres entités intéressées. D'où la nécessité de mettre en place une solution de formulaires dynamiques afin de renforcer la cyberadministration. Le projet a été lancé en 2020 avec une mise à disposition des premiers formulaires pour le printemps 2021.

### Préavis sur la modernisation du système d'information de la Ville de Lausanne

Le système d'information (SI) de la Ville de Lausanne et les applications afférentes sont stratégiques et doivent être entretenues et modernisées pour faire face aux impératifs métiers, techniques et de sécurité. Le crédit d'investissement accordé en mai 2019 par le préavis N° 2018/43 («Modernisation du système d'information de la Ville de Lausanne») a permis le financement de 12 projets de rénovation en 2020.

### eParticipation

La Ville de Lausanne a mis en place une stratégie participative pour soutenir la participation de la population aux politiques publiques. Plusieurs initiatives ont été lancées, par exemple le projet Budget participatif qui représente une aide de la Ville pour financer des projets d'habitant·e·s qui veulent s'investir dans leur quartier et réaliser une action collective. Ces initiatives ont donné naissance à de nouvelles applications. Pour proposer une plateforme unique aux lausannois·e·s pour toutes les démarches participatives et pour les projets d'innovation collective, le projet eParticipation a été lancé en 2020. La phase d'étude a mis en évidence que de nombreuses villes en Europe ont déjà créé une plateforme participative avec le leader actuel dans le domaine, la solution open source Decidim, que la Ville de Lausanne a également choisi de mettre en place sous le nom de Lausanne participe.

## Processus Exploiter les systèmes d'information

### Evolution du Centre de services

Le rôle de point d'entrée principal pour le soutien lié aux problématiques informatiques a été renforcé. Une plateforme d'entrée unifiée a été mise en œuvre pour les utilisateur-trice-s de la Ville afin de simplifier l'interaction avec le SOI et améliorer ainsi le suivi et la qualité du service.

### Automatisation de l'exploitation des centres de calcul – amélioration du suivi et de la qualité de service

En 2020, l'objectif principal a porté sur l'amélioration de la disponibilité de l'exploitation informatique. Dans ce but, l'accent a été mis sur la réactivité des équipes et des processus lors de la survenance d'incidents.

Afin d'atteindre une vitesse de réaction prévisible et fiable, le taux d'automatisation des processus et du pilotage des systèmes a été augmenté à l'aide des actions suivantes:

- la mise en place de tableaux de bord et le suivi opérationnel avec les services;
- les mises à jour continues des infrastructures;
- la diminution continue du nombre de versions des différents logiciels utilisés;
- l'abandon de phases manuelles en faveur de processus automatisés de pilotage de la production.

### Evolution des prestations informatiques – projets majeurs pour délivrer de nouvelles prestations

- mise en place de nouvelles infrastructures techniques – réseau, sécurité, serveurs et stockage – pour faire face à l'accroissement des besoins de la Ville;
- nouvelles prestations pour le stade de la Tuilière;
- mise en place de la gestion de la téléphonie mobile et de la gestion centralisée des terminaux mobiles.

## Processus Gouvernance et services transversaux

### Project Management Officer (PMO) et gestion de projets

Comme prévu, l'outil de gestion de projets a été remplacé pour offrir un meilleur suivi des projets et des tableaux de bord de pilotage pour les différents intervenants de chaque projet au sein de la Ville. L'outil permet également de gérer les phases avant-projet pour exprimer les besoins, et de prioriser ces projets selon leur valeur ajoutée.

En outre, ayant exprimé leur volonté d'utiliser un outil de gestion pour tous type de projets (informatiques ou non), plusieurs services de la Ville sont intégrés dans l'outil pour bénéficier du service apporté.

Le pilotage économique a été intégré en deuxième partie d'année et permettra de:

- avoir une vision unifiée des coûts;
- connaître les coûts complets des projets et des applications;
- présenter aux métiers les coûts réels des prestations;
- disposer d'un meilleur pilotage financier et budgétaire.

La saisie journalière des activités de tous les collaborateurs du SOI est aussi prise en compte et sera mise en service dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

### Renforcement de la gouvernance sécurité du système d'information

Le programme de gouvernance de la sécurité de l'information SMSI (Système de management de la sécurité de l'information) a poursuivi sa progression. A la fin de l'année 2020, les éléments suivants sont opérationnels:

- la gestion des risques de sécurité de l'information avec une liste des mesures et des contrôles à appliquer, revue trimestriellement avec les parties prenantes;
- des politiques de sécurité mises à jour dans plusieurs domaines, la sécurité des systèmes d'information industrielles, la sauvegarde et l'archivage, la gestion des mots de passe;
- la définition des standards d'architecture et de sécurité à appliquer par l'ensemble de la Ville pour les nouvelles applications et à intégrer dans les appels d'offres.

Des analyses de risques sur des domaines spécifiques sont en cours et des audits de type test de pénétration ont été réalisés avec la prise en compte des mesures d'amélioration.

### Protection des données

Une juriste responsable de la protection des données a été engagée à la fin du premier trimestre. Le travail réalisé a consisté en un état des lieux de la protection des données à la Ville, l'établissement de relations de

travail avec le Canton de Vaud et la proposition d'un plan de mise en conformité avec la loi en question sous la forme d'un programme sur trois ans, appelé SGPD (Système de gestion de la protection des données). Par ailleurs, la Ville de Lausanne participera au projet pilote de déclaration des registres sur le portail mis à disposition par le Canton.

### Chiffres clés du SOI à fin 2020

Années	2017	2018	2019	2020
<b>Postes de travail</b>	<b>5'407</b>	<b>5'752</b>	<b>5'966</b>	<b>6'657</b>
— PC	3'922	4'051	4'085	4'892
— PC portables et tablettes	1'485	1'701	1'881	1'765
<b>Serveurs d'entreprises</b>				
— Serveurs physiques	45	45	61	64
— Serveurs virtuels	609	660	743	826
<b>Volume de données</b>				
— Données bureautiques (approximativement)	91 TB	114 TB	166 TB	192 TB
— Nombre de fichiers bureautiques	122 millions	122 millions	145 millions	160 millions
<b>Transformation numérique</b>				
— Prestations informatiques et technologiques ajoutées au catalogue			4	2
<b>Solutions métier</b>				
— Solutions applicatives	406	428	461	468
— Solutions transverses	31	31	74	71
— Solutions d'infrastructure	41	41	64	74
— Solutions «Métier»	299	323	266	266
— Solutions «Grand public»	35	35	57	57
— Projets menés en parallèle	123	144	165	149
— Utilisateurs de la cyberadministration	49'000	57'000	66'000	75'000
<b>Infrastructure réseau informatique</b>				
— Prises réseau	22'807	24'147	27'243	27'363
— Bornes Wifi en service	909	995	1'023	1'052
— Adresses réseau IP délivrées	18'000	19'433	19'907	21'323
— Fibres optiques (km)	36'000	36'200	36'800	36'900
<b>Téléphonie</b>				
— Nombre moyen d'appels par jour ouvrable (entrants-sortants-internes)	30'000	< 30'000	< 25'000	< 25'000
— Appareils de mobilité professionnelle	2'337	2'322	2'263	2'263
— Nombre de téléphones installés	4'308	4'531	4'639	4'320
<b>Activité du Centre de services</b>				
— Nombre moyen d'incidents par mois	780	1'250	1'592	2'140
— Nombre moyen de demandes de service par mois	1'119	1'270	1'366	1'885

